



Insee Dossier

Corse

La →
CORSE
en Bref



2018

N° 12

Décembre 2018

10^e anniversaire - 10^e anniversaire - 10^e anniversaire - 10^e anniversaire - 10^e anniversaire

La Corse en bref Edition 2018



Cette publication a été réalisée grâce à la contribution des organismes suivants : Sgac, Direccte, Dreal, Draaf, Rectorat, GIP Corse Compétences. Nous les remercions vivement de cette précieuse collaboration au service de l'information du public.

Sommaire

Territoire - Environnement	4
Population - Conditions de vie	10
Economie générale - Appareil productif	20
Emploi - Marché du travail - Revenus	25
Secteurs d'activité	33
Définitions	44

Directeur de la publication

Olivier Léna

Rédactrice en chef

Angela Tirrotoni

Rédacteurs

Claude Albertini (SRISE)
Georges Winterstein (Dreal)
Joseph Dornbusch (Dreal)
Bruno Battesti (Dreal-ORTC)
Céline Maisani (Direccte)
Jean Christophe Olivi (Rectorat de Corse)
Stéphanie Ruault (GIP)
Antonin Bretel (Insee)
Arnaud Luciani (Insee)
Eliane Pedinielli (Insee)

Maquette

Claudine Lavergne

Imprimeur

Agence Elixir, Besançon

Contact presse

Courriel : Communication-corse@insee.fr

© Insee 2018

Retrouvez-nous sur www.insee.fr

Avant-Propos

Cette publication vise à favoriser la connaissance objective de l'environnement socio-économique de la Corse par le recueil d'informations simples et lisibles, mobilisant les données les plus récentes. Elle est le fruit d'une collaboration entre l'INSEE, les services régionaux de l'État (le SGAC, la DIRECCTE, la DREAL et la DRAAF), le Rectorat de l'Académie de Corse et le Gip Corse Compétences.

Elle s'adresse à un public d'institutionnels mais également à un public plus large, soucieux de mieux connaître et appréhender les spécificités économiques et sociales de notre région dans le contexte national. Sa lecture pourra ainsi être éclairante pour les acteurs publics, privés, ainsi que pour la société civile.

Cette année, la Corse en bref fête ses 10 ans. Son contenu s'est enrichi au fil du temps pour répondre au mieux aux attentes de tous ses lecteurs. L'édition 2018 reprend le format élargi initié en 2015 et intègre des commentaires par grands thèmes. Elle offre un panorama le plus complet possible des thématiques à l'échelle régionale. Celles relatives à la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, la fréquentation touristique et les transports demeurent au cœur de la publication. Les données et informations qui portent sur le territoire, l'environnement, le logement, l'industrie, l'énergie, la construction, le commerce, les services, l'agriculture, la santé, l'enseignement et la formation professionnelle la complètent.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Josiane CHEVALIER

Préfète de Corse
Préfète de Corse-du-Sud

Isabel DE MOURA

Directrice régionale
de la Direccte de Corse

Olivier LÉNA

Directeur régional
de l'Insee de Corse

Une « montagne dans la mer »

Située au cœur du golfe de Gènes, la Corse s'étend sur une superficie de 8 680 km². Elle se caractérise par un relief montagneux et un littoral très découpé. C'est la troisième île de méditerranée en superficie derrière la Sicile et la Sardaigne. Avec 38 habitants au km², c'est la moins densément peuplée (Les îles Baléares ont la plus forte densité : 225 habitants par km²). Sa densité de population la situe aussi parmi les départements français les moins denses (moyenne française de 105 habitants/km²).

En 2015, 327 283 personnes résident en Corse, soit un Français sur 200, alors qu'un Espagnol sur quarante vit aux Baléares et un Italien sur douze en Sicile.

La moitié de la population dans 10 communes

La population insulaire est largement concentrée sur le littoral, et en particulier dans les grandes villes et leur périphérie. Les dix communes les plus peuplées regroupent 169 047 habitants en 2015, soit 52 % de la population totale de l'île. Neuf sur dix d'entre elles sont sur le littoral, et huit sur dix se situent en Haute-Corse.

Suite à l'adoption et la mise en place de la loi NOTRe, l'intercommunalité a été renforcée, ses fonctions et responsabilités étendues. Certaines intercommunalités ont été regroupées, leur nombre a donc diminué. L'intercommunalité concerne la totalité de la population corse.

Au 1^{er} janvier 2017, la région compte 2 communautés d'agglomération : les communautés d'agglomération du Pays Ajaccien et de Bastia qui abritent à elles seules 43 % des habitants de l'île.

A côté, 17 communautés de communes se répartissent sur le reste du territoire insulaire (6 en Corse-du-Sud et 11 en Haute-Corse). La plus vaste d'entre elles, le Spelunca-Liamone (917 km²), située en Corse-du-Sud (33 communes dont Vico), est l'une des moins peuplées avec 8 habitants au km². La moins étendue et la plus densément peuplée est la Marana-Golo : 167 km² et 136 habitants/km². Elle se situe en Haute-Corse (10 communes dont Borgo).

Une faune et une flore riches largement couvertes par des dispositifs de protection

La Corse offre toute une gamme de milieux contrastés avec une faune riche et une flore rare et diversifiée. De nombreux dispositifs permettent la préservation de ce patrimoine naturel.

Le Parc Naturel Régional de Corse créé en 1972, recouvre les quatre dixièmes du territoire insulaire et associe 145 communes des deux départements. Le Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate créé par décret le 15 juillet 2016, couvre 684 100 hectares et est le plus vaste de métropole.

La Corse possède en outre sept réserves naturelles sur des sites présentant des valeurs biologiques remarquables : l'étang de Biguglia, Scandola (figurant également au patrimoine mondial de l'Unesco), les îles Cerbicale et Finocchiarola, les bouches de Bonifacio (dont les îles Lavezzi) et les Tre Padule de Suartone et le massif du Monte Ritondu. Elles s'étendent sur une superficie globale 87 000 hectares.

De nombreux autres sites classés ou inscrits bénéficient d'une protection visant à maintenir leur aspect visuel et leurs valeurs historiques ou scientifiques.

L'acquisition d'espaces naturels constitue également un instrument efficace pour assurer leur conservation. C'est le rôle du Conservatoire du littoral qui possède aujourd'hui soixante-dix sites en Corse, représentant 20 300 hectares.

La Corse en Méditerranée

Îles de Méditerranée*



*Seules sont mentionnées les îles appartenant à un Etat européen

Indicateurs démographiques des îles méditerranéennes et de leur pays en 2015

	Population nombre	Part dans la population du pays %	Part des moins de 15 ans %	Part des 65 ans ou plus %	Superficie totale* km ²	Densité de population** hab/km ²
France entière (+ dom)	66 456 279	100,0	18,6	18,4	632 834	105
Corse	327 283	0,5	15,5	21,9	8 680	38
Italie	60 795 612	100,0	13,8	21,7	301 336	202
Sicile	5 092 080	8,4	14,5	19,9	25 711	198
Sardaigne	1 663 286	2,7	11,9	21,6	24 090	69
Espagne	46 449 565	100,0	15,2	18,5	505 991	92
Baléares	1 124 972	2,4	15,2	15,2	4 992	225
Grèce	10 858 018	100,0	14,5	20,9	131 957	82
Crète	631 513	5,8	16,6	18,5	8 336	76
Iles Ioniennes	205 911	1,9	14,9	22,1	2 307	89
Nord Egée	197 695	1,8	11,8	23,2	3 836	52
Sud Egée	334 865	3,1	16,9	17,0	5 286	63

*Surface totale incluant les eaux intérieures comme les lacs ou les fleuves

**Pour le calcul de la densité de la population, on utilise le concept de superficie terrestre (excluant la superficie des eaux intérieures) partout où il est disponible

Source : Eurostat

327 283 habitants
en Corse en 2015

38 habitants au km²
densité de population
la plus faible des îles

Territoire

Les nouvelles intercommunalités



Source : Insee

917 km²

Superficie de la communauté de communes Spelunca-Liamone

68 km²

Superficie de la communauté d'agglomération de Bastia

Territoire

Les dix communes les plus peuplées de la région au 1^{er} janvier 2015

Par ordre décroissant de population	Population au 1 ^{er} janvier 2015	Part dans la population régionale (en %)
Ajaccio	68 462	20,9
Bastia	44 355	13,6
Porto-Vecchio	11 826	3,6
Borgo	8 505	2,6
Biguglia	7 957	2,4
Corte	7 331	2,2
Furiani	5 736	1,8
Calvi	5 376	1,6
Lucciana	5 371	1,6
Ghisonaccia	4 128	1,3

Source : Insee, Recensement de la population 2015 - Populations légales

Les nouvelles intercommunalités

	Nombre de communes	Population 2015 nombre	Evolution de la population entre 2010 et 2015 (%)	Surface km ²	Densité hab/km ²
Corse-du-Sud	124	152 510	6,4	4 015	38
Pays Ajaccien	10	83 997	5,7	269	310
Sud Corse	7	20 680	8,8	584	35
Pieve de l'Ornano	28	11 816	8,4	657	18
Sartenais-Valinco-Taravo	18	11 485	5,4	526	22
Alta Rocca	18	8 479	4,9	680	12
Celavu- Prunelli	10	8 467	10,6	382	22
Spelunca-Liamone	33	7 586	2,9	917	8
Haute Corse	236	174 553	5,1	4 666	37
Bastia	5	58 098	2,9	68	836
Marana-Golo	10	23 186	13,2	167	136
Fium'orbu Castellu	13	12 823	4,9	636	20
Castagnicia-Casinca	42	12 367	6,4	233	53
Calvi Balagne	14	11 785	1,3	562	21
L'Île-Rousse-Balagne	22	10 422	3,8	390	27
Centre Corse	10	9 693	3,8	362	27
Costa Verde	23	9 951	9,5	185	54
Nebbiu-Conca d'Oro	15	7 061	6,8	387	18
Cap Corse	18	6 808	4,9	306	22
Pasquale Paoli	42	6 272	0,0	904	7
Oriente	22	6 087	4,6	466	13

Source : Insee, Recensement de la population 2015

**Ajaccio, Bastia,
Porto-Vecchio**
3 principales communes

19
intercommunalités
au 1^{er} janvier 2017

Situation géographique

-  Aéroport
-  Port
-  Chemin de fer
-  Route principale
-  Route secondaire



© Insee - IGN

4 aéroports
7 ports

1 000 km
de côtes

Espaces naturels

Réserves et parcs naturels

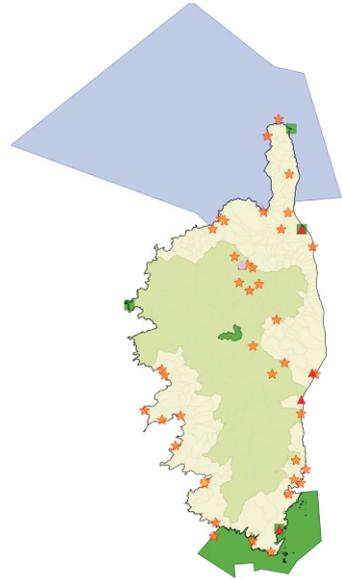
Protections réglementaire

Réserves naturelles de Corse

- moins de 2 000 ha
- plus de 2 000 ha
- ◡ Réserves biologiques
- ★ Arrêtés de protection de biotope

Protections contractuelles

- Parc Naturel Régional de Corse
- Parc naturel Marin du Cap Corse et de l'Agriate
- ▲ Zones humides d'importance internationale



NB : liste non exhaustive des dispositifs de protection

Sources : MEEM (CGDD/SDES), MNHN

Dispositifs de protection des espaces naturels au 31 janvier 2018 (non exhaustif)

	Nombre	Superficie cartographique (ha)
Les inventaires		
Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (*)		324 400
de type I	225	139 250
de type II	45	205 550
Principales protections réglementaires :		
Réserves naturelles de Corse	7	87 000
Réserves biologiques domaniales et forestières	1	30
Espaces protégés par des arrêtés de biotope	39	2 050
Principales protections contractuelles :		
Réseau Natura 2000 (*)		1 368 400
Sites d'intérêt communautaire (pSIC et SIC), Directive Habitats		
avec plus de 50 % de milieu marin	14	1 248 800
avec plus de 50 % de milieu terrestre	56	99 000
Zones de protection spéciale (ZPS), Directive Oiseaux		
avec plus de 50 % de milieu marin	7	985 250
avec plus de 50 % de milieu terrestre	15	45 650
Parc naturel régional de Corse	1	455 800
Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate	1	684 100
Principales conventions internationales		
Zones humides d'importance internationale (Ramsar)	5	3 100
Réserve de biosphère (MAB)	1	26 900
Site Unesco du golfe de Porto, Scandola	1	11 900
Sanctuaire Pelagos	1	8 750 000
Maîtrise foncière :		
Terrains acquis par le Conservatoire du Littoral	70	20 300

(*) Les ZNIEFF et les espaces Natura 2000 sont chacun constitués de deux types de zones qui peuvent se superposer. La superficie indiquée est sans double compte.

Sources : MEEM (CGDD/SDES), MNHN

Le PNRC représente
43 %
de la surface de la Corse

Scandola créée en 1975,
première réserve
naturelle corse

Population - Conditions de vie

Au 1^{er} janvier 2015, la Corse compte 327 283 habitants. Avec 174 553 habitants, la Haute-Corse demeure plus peuplée que la Corse-du-Sud (152 730 habitants).

Une population âgée

Depuis 2010, la population insulaire augmente en moyenne de 1,1 % par an, soit deux fois plus rapidement qu'en moyenne métropolitaine. Cette évolution provient exclusivement du solde migratoire, le solde naturel étant négatif depuis 2013. Les communes en forte hausse sont situées en périphérie des grandes villes (Ajaccio et Bastia) et le long du littoral.

La Corse est une région âgée : trois résidents sur dix ont 60 ans ou plus et un sur dix a plus de 75 ans, soit des proportions supérieures à la moyenne nationale. Sous les effets conjugués de l'allongement de l'espérance de vie et de la faible natalité, la population est vieillissante.

En 2015, 143 867 ménages résident sur l'île. Fait notable, les familles monoparentales représentent 11,4 % des ménages contre 9,1 % en France.

La part des personnes de plus de 15 ans non scolarisées et sans diplôme est de 35 %, soit 5 points de plus qu'au niveau français. Enfin, les cadres sont deux fois moins fréquents que sur le continent, en lien avec le tissu productif constitué de petites et moyennes entreprises qui favorise une présence importante d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

Un ménage sur deux propriétaire de son logement

Au 1^{er} janvier 2015, 242 150 logements sont recensés en Corse. L'île se caractérise par le poids important de résidences secondaires : elles représentent plus d'un tiers du parc contre un dixième au niveau France. Ce taux place les deux départements corse en tête du classement français juste après les Hautes-Alpes (44 %).

En Corse, 55 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale. C'est moins qu'en France (58 % de propriétaires). Les locataires occupant un logement HLM sont aussi moins fréquents qu'en moyenne nationale, ce qui est notamment dû à la faible offre en logement social. Au 1^{er} janvier 2017, le Parc locatif social se compose de 14 227 logements.

136 communes dotées d'écoles

En 2017, la région comprend 255 écoles réparties dans 136 communes et 47 collèges et lycées implantés dans 22 communes. Ces établissements accueillent 25 640 élèves et 22 429 collégiens et lycéens. Si les effectifs du premier degré augmentent modérément, notamment grâce aux élèves des écoles élémentaires, ceux des lycées généralistes et technologiques sont en forte hausse sur les cinq dernières années. Le nombre de collégiens varie peu depuis 2012.

En 2016-2017, 4 069 étudiants sont inscrits à l'université de Corse, dont 74 % en Licence. Les sciences humaines et sociales regroupent le quart des étudiants.

En 2017-2018, 1 583 places sont disponibles dans le cadre du plan régional de formation professionnelle financé par la Collectivité de Corse. Les domaines du tourisme-loisirs et du soutien aux entreprises offrent le plus grand nombres de places.

La région sous-équipée pour l'accueil des personnes âgées

Concernant les établissements de santé, rapporté au nombre d'habitants, la Corse compte moins de lits d'hospitalisation pour le court séjour que la France mais plus pour les soins de suite et de réadaptation. Parallèlement, l'offre d'accueil pour personnes âgées dépendantes est deux fois plus faible qu'au niveau national. Alternative à l'hébergement, les services de soins à domicile sont développés mais moins qu'en métropole.

Quant aux personnels de santé, l'île comprend autant de généralistes pour 100 000 habitants qu'au niveau national, mais trois fois plus d'infirmiers libéraux (449 pour 100 000 habitants contre 173).

Démographie

Population - Etat civil

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Populations légales au 1 ^{er} janvier 2015	152 730	174 553	327 283	64 300 281
Naissances domiciliées en 2016	1 372	1 541	2 913	742 689
Décès domiciliés en 2016	1 464	1 628	3 092	578 890
Taux de natalité en 2016 (‰)	8,8	8,7	8,8	11,5
Indicateur conjoncturel de fécondité en 2016	1,5	1,5	1,5	1,9
Taux de mortalité en 2016 (‰)	9,4	9,2	9,3	9,0
Espérance de vie à la naissance des hommes en 2016 (ans)	80,6	79,3	79,9	79,3
Espérance de vie à la naissance des femmes en 2016 (ans)	85,7	85,8	85,7	85,3
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2018 (p)	159 894	177 902	337 796	65 018 096

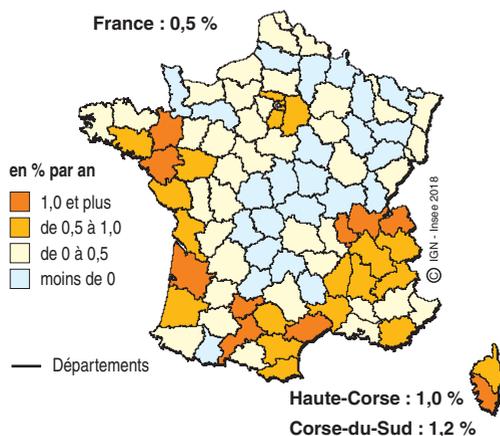
Source : Insee, Estimations localisées de population, Recensement de la population 2015 - Exploitation principale - Etat civil

Evolution de la population

Evolution de la population de 2010 à 2015

	Population aux recensements		Variation totale de population	Taux de variation annuel moyen (en %)		
	2010	2015		total	dû au solde naturel	dû au solde migratoire
Corse-du-Sud	143 600	152 730	9 130	1,2	0,0	1,2
Haute-Corse	166 093	174 553	8 460	1,0	0,0	1,0
Corse	309 693	327 283	17 590	1,1	0,0	1,1
France	62 765 235	64 300 821	1 535 586	0,5	0,4	0,1

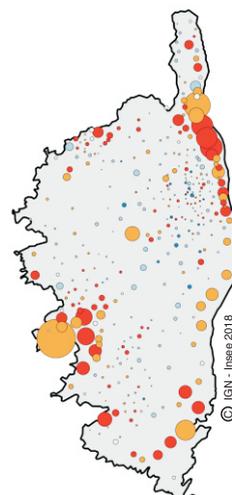
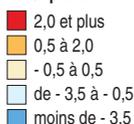
Source : Insee, Recensements de la population 2010 et 2015



Variation globale



en % par an



Source : Insee, Recensements de la population - populations légales 2015 et 2010

8,8 %
Taux de natalité
en 2016

+ 1,1 %
Evolution annuelle
de la population
entre 2010 et 2015

Population

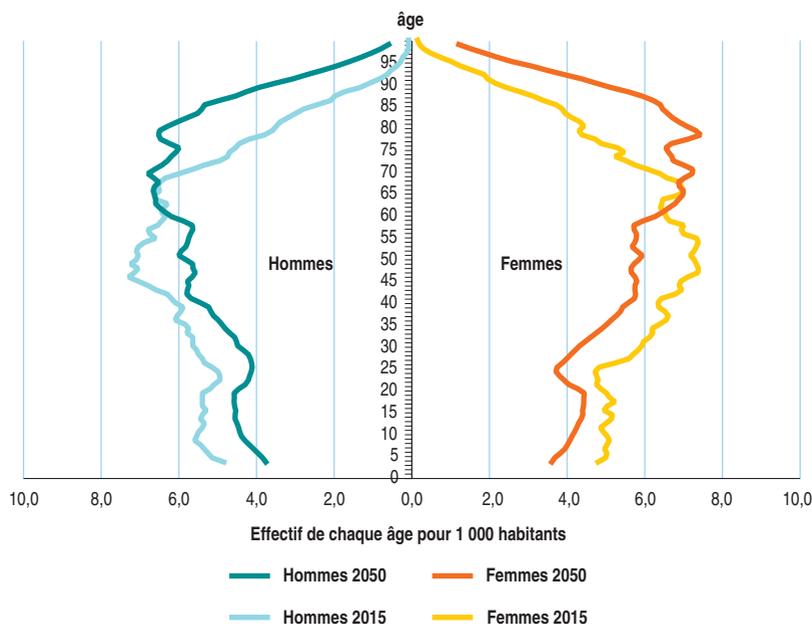
Âge de la population

Répartition de la population par département selon l'âge au 1^{er} janvier 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	Nombre	Nombre	Nombre	%	%
Moins de 15 ans	23 452	27 083	50 535	15,4	18,2
De 15 à 29 ans	23 168	28 553	51 721	15,8	17,8
De 30 à 44 ans	29 434	33 714	63 148	19,3	19,2
De 45 à 59 ans	32 279	35 763	68 042	20,8	19,9
De 60 à 74 ans	27 558	31 029	58 587	17,9	15,6
75 ans ou plus	16 839	18 411	35 250	10,8	9,3
Ensemble	152 730	174 553	327 283	100,0	100,0

Source : Insee, Recensement de la population 2015 - Exploitation principale

Pyramides des âges de la population en 2015 et 2050



Source : Insee, Omphale 2017 scénario central

31 %
de la population
a moins de 30 ans
en 2015

29 %
de la population
a 60 ans ou plus
en 2015

Population

Ménages

Ménages selon le mode de cohabitation en 2015

	Corse	France
Ensemble des ménages	143 867	28 279 950
Ménages d'une personne (%)	31,8	35,5
Homme seul (%)	14,1	15,1
Femme seule (%)	17,7	20,4
Ménages avec famille (%)	63,7	62,0
Couples sans enfant (%)	26,2	26,6
Couples avec enfant(s) (%)	26,1	26,3
Familles monoparentales (%)	11,4	9,1
Autres ménages (%)	4,5	2,5

11 %
de familles
monoparentales
dans les ménages
en 2015

35 %
des plus de 15 ans
titulaires
au plus du BEPC

Source : Insee, Recensement de la population 2015 - Exploitation complémentaire

Diplômes

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2015

	Hommes	Femmes	Ensemble Corse	France
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	122 684	132 308	254 992	46 877 261
Part des titulaires (en %)				
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC ou du brevet des collèges	34,9	35,3	35,1	30,1
d'un CAP ou d'un BEP	23,0	16,7	19,8	24,6
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	20,2	22,4	21,4	16,8
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	21,9	25,6	23,7	28,5

Source : Insee, Recensement de la population 2015 - Exploitation principale

Catégories socioprofessionnelles

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2015

	Hommes	Femmes	Ensemble Corse	France
Ensemble	133 229	143 507	276 736	52 592 816
Part des (en %) :				
Agriculteurs exploitants	1,5	0,5	1,0	0,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8,2	3,2	5,6	3,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,3	4,5	5,4	9,3
Professions intermédiaires	11,4	11,5	11,5	14,2
Employés	11,5	25,1	18,6	16,4
Ouvriers	19,5	2,5	10,7	12,6
Retraités	27,8	27,2	27,4	27,1
Autres personnes sans activité professionnelle	13,7	25,3	19,8	16,1

Source : Insee, Recensement de la population 2015 - Exploitation complémentaire

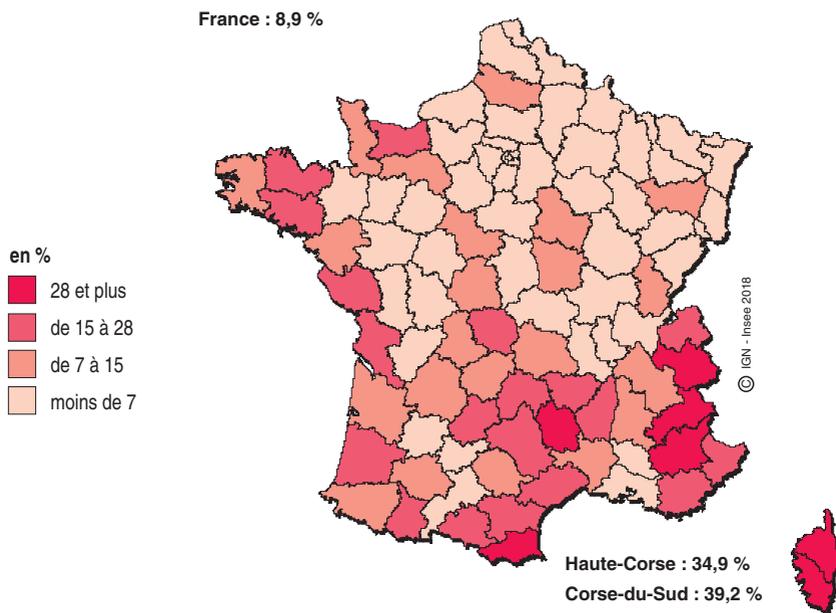
Parc des logements

Parc des logements selon le type en 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	nombre	nombre	nombre	%	%
Résidences principales	66 159	77 717	143 876	59,4	82,5
Résidences secondaires	44 795	44 612	89 407	36,9	8,9
Logements occasionnels	212	543	755	0,3	0,7
Logements vacants	3 137	4 975	8 112	3,3	7,9
Total	114 303	127 847	242 150	100,0	100,0
dont maisons	58 898	63 670	122 568	51,2	56,2
dont appartements	54 343	62 643	116 986	48,8	43,8

Source: Insee, Recensement de la population 2015 - Exploitation principale

Part des résidences secondaires par département en 2015



Source: Insee, Recensement de la population 2015

242 150
logements
en 2015

37 %
de résidences secondaires
dans le parc de logements

Logements

Statut d'occupation des résidences principales en 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en %
Propriétaire	56,0	53,8	54,8	57,8
Locataire	38,0	41,0	39,6	40,0
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	7,4	8,5	8,0	14,7
Logé gratuitement	6,0	5,2	5,6	2,2

Source : Insee, Recensement de la population 2015 - Exploitation principale

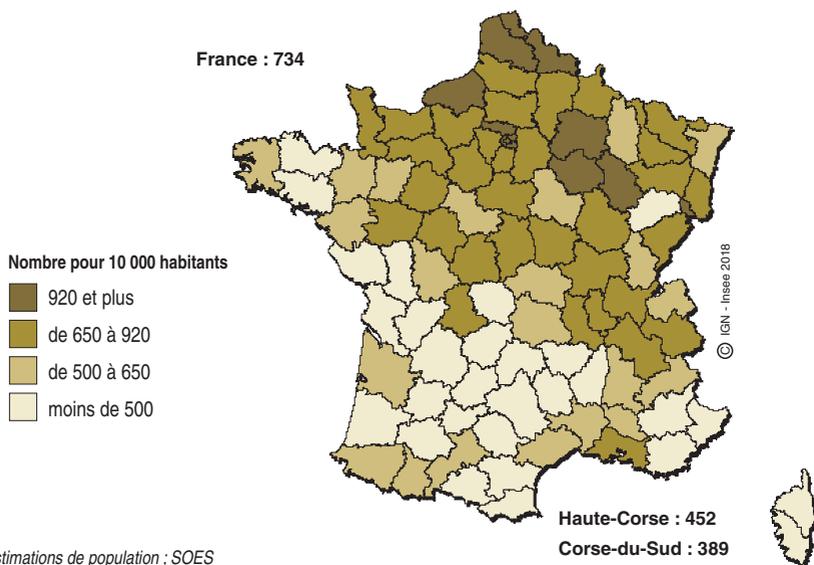
Logements sociaux

Répartition des logements locatifs sociaux par type en Corse au 1^{er} janvier 2017

	Collectifs	Individuels	Total	Répartition %	Nombre de logements mis en location au 1 ^{er} janvier 2017
Corse-du-Sud	5 608	522	6 130	43,1	406
Haute-Corse	7 316	781	8 097	56,9	174
Corse	12 924	1 303	14 227	100,0	580

Source : MEEM-MLHD / CGDD-SOeS - Enquête RPLS

Nombre de logements locatifs sociaux pour 10 000 habitants par département au 1^{er} janvier 2017



Source : Insee, Estimations de population ; SOES

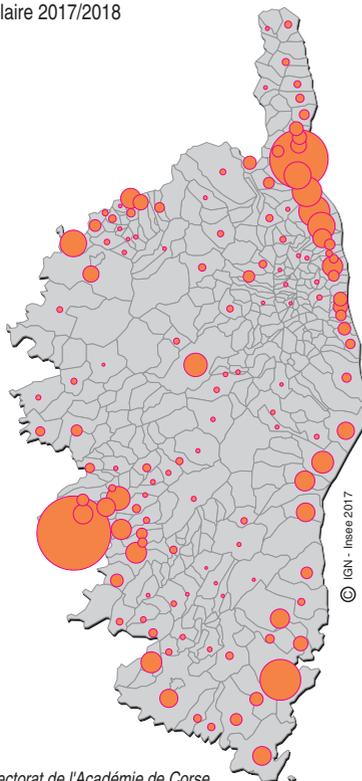
143 876
résidences principales
en 2015

426
logements sociaux
pour 10 000 habitants
en 2017

Education

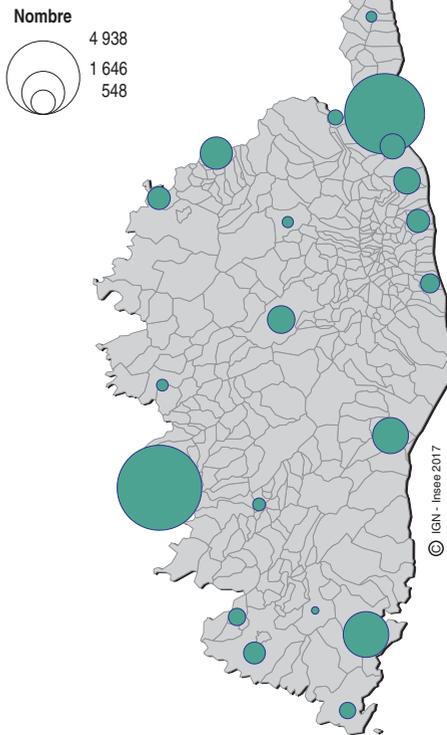
Effectifs des élèves du premier degré par commune

Année scolaire 2017/2018



Effectifs des élèves du second degré par commune

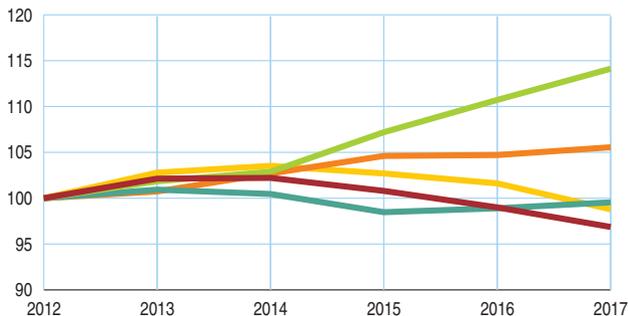
Année scolaire 2017/2018



Source : Rectorat de l'Académie de Corse.

Evolution des effectifs scolarisés dans le premier et second degré

Indice base 100 en 2012



- Préélémentaire
- Élémentaire
- Collèges
- Lycées généralistes et technologiques
- Lycées professionnels

Source : Académie de Corse

25 640
élèves
dans le 1^{er} degré

22 429
élèves
dans le 2nd degré

Education

Etudiants de l'Université de Corse par filière et cursus

Année scolaire 2016-2017

Groupe disciplinaire	Licence	Master	Doctorat	Total	Répartition (en %)
Droit	388	119	20	527	13,0
Economie, gestion	438	125	11	574	14,1
Lettres, langues	534	38	31	603	14,8
Sciences humaines et sociales	632	398	23	1 053	25,9
Sciences, STAPS	454	148	18	620	15,2
Sciences fondamentales appliquée	302	102	32	436	10,7
Santé	226	30	0	256	6,3
Total	2 974	960	135	4 069	100,0

AES : Administration économique et sociale

STAPS : sciences et techniques des activités physiques et sportives

Source : Rectorat de Corse

Formation professionnelle

Plan régional de la formation professionnelle

Nombre de places financées par la Collectivité de Corse dans le cadre du PRPF 2017-2018*

	Nombre de places	Niveau préparé		
		Préparatoire	Niveau bac et infra-bac	Post-bac
Agriculture, espaces naturels et espaces verts, soins aux animaux	165	44	121	0
Construction, bâtiment et travaux publics	184	28	156	0
Hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et animation	316	24	292	0
Santé	110	110	0	0
Services à la personne et à la collectivité	106	52	54	0
Support entreprise	228	20	174	34
Transport et logistique	78	0	78	0
Sous-total	1 187	278	875	34
Action d'insertion sociale et professionnelle	396	396	0	0
Total général	1 583	674	875	34

* Dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences, la convention d'amorçage 2018 vise le développement de 649 places de formations supplémentaires orientées vers les personnes peu ou pas qualifiées, ou bénéficiaires de formations relatives aux savoirs de base

Source : Collectivité de Corse

Retraitement : Gip Corse compétences - Carif Oref

4 069
étudiants à l'Université
en 2016

1 583 places
pour le PRPF
2017-2018

Etablissements de santé

Equipped établissements de santé au 1^{er} janvier 2016

	en lits et places			
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Taux d'équipement pour 1 000 habitants				
Court séjour (1)				
Médecine	1,3	1,4	1,4	2,1
Chirurgie	1,2	1,4	1,3	1,3
Gynécologie-obstétrique pour 1 000 femmes de 15 ans et plus	0,6	0,5	0,5	0,7
Hospitalisation à domicile	0,3	0,3	0,3	0,2
Soins de suite et de réadaptation (moyen séjour)	3,4	0,8	2,0	1,8
Psychiatrie adultes	1,6	1,5	1,6	1,5
Psychiatrie Infanto-juvénile pour 1 000 enfants de 0 à 16 ans	1,0	1,0	1,0	0,9

(1) : comprend l'hospitalisation complète (en lits), l'hospitalisation de jour ou nuit et la chirurgie ambulatoire (en places), l'hospitalisation à domicile en médecine (en places).

Sources : ARS et Drees, SAE ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2016)

Accueil des personnes âgées au 1^{er} janvier 2016

	en places			
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Taux d'équipement pour 1 000 habitants de 75 ans ou plus				
dans les structures d'hébergement permanent non EHPAD (1)	16,2	3,8	9,6	25,5
dans les établissements d'hébergement EHPAD	51,8	53,7	52,8	101,4
dans les services de soins à domicile	18,1	13,4	15,6	20,7

EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

(1) : places en maisons de retraite, logements de logements-foyers, places unités de soins de longue durée

Sources : ARS et Drees, Finess ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2016)

Personnels de santé

Personnels de santé au 1^{er} janvier 2016

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	nombre	nombre	nombre	Densité pour 100 000 habitants	Densité pour 100 000 habitants
Médecins généralistes libéraux et salariés	246	262	508	155	155
Médecins spécialistes libéraux et salariés	233	234	467	143	184
Pharmaciens	177	211	388	118	113
Chirurgiens-dentistes	131	118	249	76	64
Masseurs kinésithérapeutes	307	301	608	186	130
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	1 765	1 790	3 555	1 086	1 000

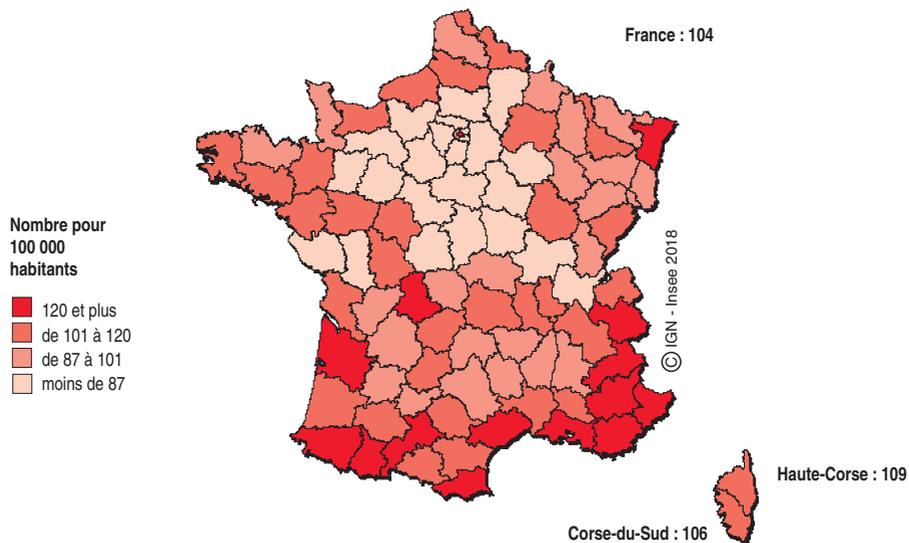
Sources : ARS et Drees, Adeli, Finess ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2016)

62 places
d'hébergement global
pour 1 000 personnes
de 75 ans ou plus

975
médecins généralistes
et spécialistes

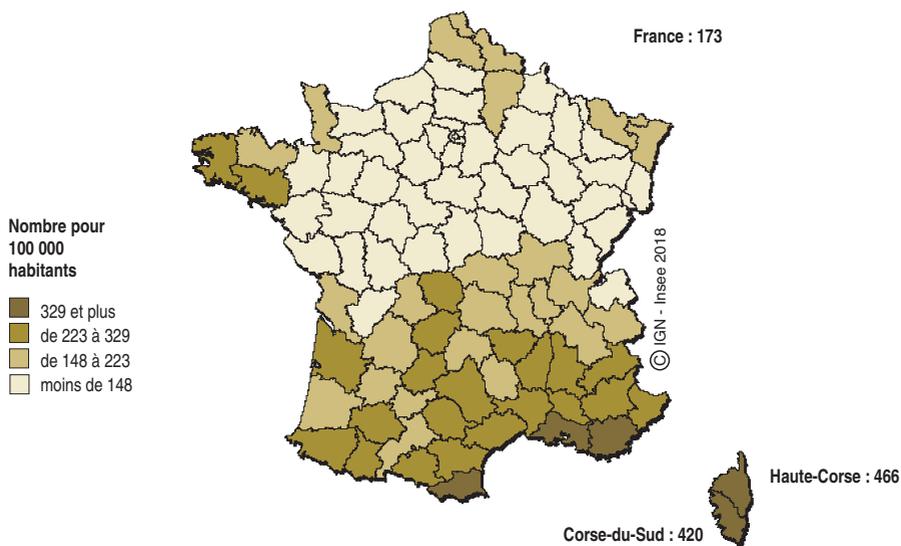
Personnels de santé

Densité de médecins généralistes libéraux au 1^{er} janvier 2016



Sources : ARS et Drees, Adeli, Finess ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2016)

Densité d'infirmiers libéraux au 1^{er} janvier 2016



Sources : ARS et Drees, Adeli, Finess ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2016)

107
généralistes libéraux
pour 100 000 habitants

449
infirmiers libéraux
pour 100 000 habitants

Économie générale - Appareil productif

Stabilité du PIB depuis 2011

En 2015, le produit intérieur brut de la Corse s'élève à 8,87 milliards d'euros. Après une phase de forte croissance en volume depuis 1997, le PIB stagne à partir de 2011. Avec 26 954 euros, le PIB par habitant reste 4 % en deçà de la moyenne de France de province. L'écart s'est toutefois fortement réduit en dix ans : il était de 15 % en 2004.

Une économie fortement tertiaisée

En 2015, le tertiaire marchand concentre 50 % de l'ensemble de la richesse créée dans la région. Ce secteur occupe une place prépondérante dans l'économie corse, à laquelle contribuent les activités liées au tourisme. Vient ensuite le tertiaire non marchand qui est surreprésenté dans la région avec 33 % de la valeur ajoutée. Cette part situe la Corse en haut du classement national ; elle est bien supérieure à la moyenne française (10 points de plus qu'en métropole et 7 points de plus qu'en province).

Autre secteur important sur le territoire insulaire, le BTP représente 9 % de la richesse produite en Corse contre 6 % en moyenne de province.

Des établissements de petite taille

Au 31 décembre 2015, 47 000 établissements sont implantés en Corse. Les petits établissements dominent le tissu économique régional : 72 % n'ont pas de salariés et 96 % en ont moins de dix. Seuls 1,8 % comptent plus de 20 salariés, soit une part plus faible qu'au niveau national (2,9 %).

Les trois quarts des établissements insulaires relèvent du secteur tertiaire, avec une dominance du commerce, des services aux entreprises et des services administrés. Leur répartition sectorielle se caractérise notamment par une surreprésentation de l'hébergement-restauration qui est deux fois plus fréquente qu'en moyenne française. De même, forte de 7 600 structures, la construction concentre 16 % des établissements de l'île contre 10 % en métropole.

3 970 entreprises créées en 2017

En 2017, 3 970 entreprises marchandes non agricoles sont créées dans la région. Parmi elles, 1 094 relèvent des services aux entreprises, 784 des services aux particuliers et 754 de la construction, ces secteurs étant les plus créateurs. Le taux de création, nombre de créations rapportées au stock d'entreprises, est en deçà du taux national : 11 % contre 13 %.

En Corse comme au niveau national, les micro-entreprises ont moins de succès qu'à leurs débuts. Leur part dans les créations d'entreprises passe de 52 % en 2009 à 35 % cette année. En France métropolitaine, elle évolue de 56 % à 41 % sur la période.

Enfin, 416 défaillances d'entreprises sont enregistrées sur l'île en 2017. Par rapport à 2016, leur nombre baisse de 8 % contre 5 % au niveau national.

Un artisanat développé

En 2017, la Corse compte 13 163 entreprises artisanales. Les deux départements corses, avec le Var et les Alpes-Maritimes, sont les départements français où la densité artisanale est la plus élevée, supérieure à 335 entreprises pour 10 000 habitants. Par comparaison, la quasi-totalité des départements de la moitié nord de la France compte moins de 200 entreprises artisanales pour 10 000 habitants.

Dans la région, les trois quarts des entreprises artisanales se répartissent dans la construction (45 %) et les services (29 %).

Parmi les artisans de la construction, rapportés à la population, l'île compte quatre fois plus de maçons et deux fois plus d'électriciens qu'au niveau national.

Produit intérieur brut

Produit intérieur brut en 2015

	Corse	Province	France
PIB total (millions d'euros)	8 868	1 483 685	2 152 508
PIB par habitant (euros)	26 954	28 021	30 114
PIB par emploi* (euros)	72 047	71 412	74 208

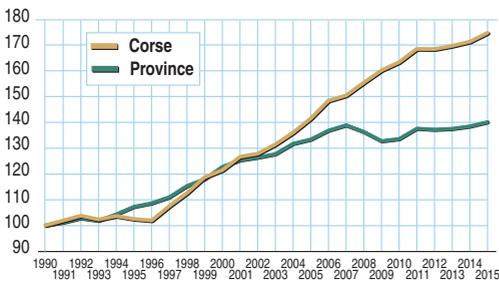
Données 2015 semi-définitives

*salarié et non salarié

Source : Insee, Comptes régionaux - Base 2010

Evolution du PIB en volume

Indice base 100 en 1990

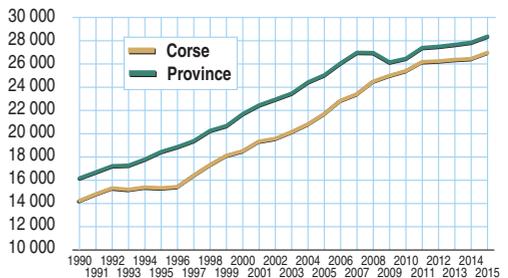


Données 2015 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux - base 2010

Evolution du produit intérieur brut par habitant

Euros par habitant

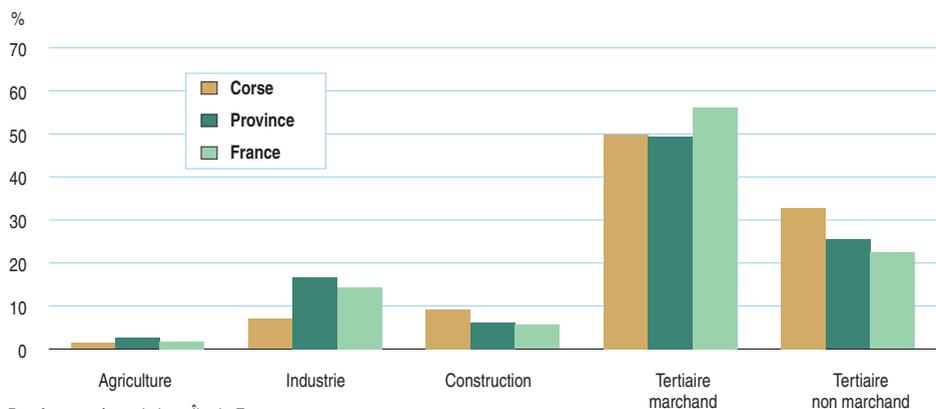


Données 2015 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux - base 2010

Valeur ajoutée brute

Répartition de la valeur ajoutée brute par secteur d'activité en 2015



Province : métropole hors Île-de-France

Source : Insee, Comptes régionaux - Base 2010 (données 2015 semi-définitives)

8,87 milliards d'euros
PIB régional
en 2015

33 %
Poids du non marchand
dans la valeur ajoutée
en 2015

Etablissements

Etablissements selon l'activité par département au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	nombre	nombre	nombre	%	%
Agriculture, sylviculture et pêche	648	1 201	1 849	3,9	6,0
Industrie	1 136	1 560	2 696	5,7	5,2
Construction	3 812	3 777	7 589	16,1	10,1
Commerce, réparation automobile	3 545	3 716	7 261	15,4	16,3
Transports et entreposage	449	509	958	2,0	2,4
Hébergement et restauration	2 359	2 160	4 519	9,6	5,0
Information et communication	362	342	704	1,5	2,9
Activités financières et d'assurance	535	542	1 077	2,3	3,7
Activités immobilières	1 615	1 806	3 421	7,3	6,4
Activités scientifiques, techniques et de soutien	4 048	3 682	7 730	16,4	18,0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	2 641	2 932	5 573	11,8	13,8
Autres activités de services	1 746	1 911	3 657	7,8	10,2
Total	22 896	24 138	47 034	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP 2015

Etablissements selon l'activité et la taille au 31 décembre 2015

	Total	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 salariés et plus
	nombre	%	%	%	%
Agriculture, sylviculture et pêche	1 849	76,3	20,5	2,2	1,0
Industrie	2 696	69,0	25,0	3,7	2,3
Construction	7 589	74,7	21,8	2,4	1,1
Commerce, réparation automobile	7 261	62,7	32,8	2,8	1,7
Transports et entreposage	958	55,6	29,8	7,7	6,9
Hébergement et restauration	4 519	64,3	33,7	1,5	0,5
Information et communication	704	78,4	18,3	0,9	2,4
Activités financières et d'assurance	1 077	59,4	35,5	3,8	1,3
Activités immobilières	3 421	90,9	8,6	0,4	0,1
Activités scientifiques, techniques et de soutien	7 730	79,0	19,1	1,2	0,7
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	5 573	69,1	19,0	5,3	6,6
Autres activités de services	3 657	74,6	23,4	1,2	0,8
Total Corse	47 034	72,1	23,6	2,5	1,8
France	6 444 755	71,3	23,0	2,8	2,9

Source : Insee, CLAP 2015

47 034
établissements
fin 2015

95,7 %
d'établissements
de moins de 10 salariés

Démographie d'entreprises

Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2017

	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse			France	
			nombre	%	Poids micro-entreprises* %	%	Poids micro-entreprises* %
Industrie	120	141	261	6,6	43,7	4,2	27,6
Construction	355	399	754	19,0	34,3	10,3	21,4
Commerce	312	326	638	16,1	19,4	16,5	26,1
Hébergement et restauration	196	188	384	9,7	16,4	5,2	20,8
Transport et entreposage	32	23	55	1,4	29,1	7,2	57,7
Services aux entreprises	586	508	1 094	27,6	40,3	35,4	46,6
Services aux particuliers	381	403	784	19,7	49,7	21,2	57,1
Ensemble	1 982	1 988	3 970	100,0	35,4	100,0	41,5

Champ : activités marchandes non agricoles

*depuis le 1^{er} janvier 2015 l'auto-entrepreneur devient « micro-entrepreneur »

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements

Taux de création d'entreprises par secteur d'activité en 2017

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Industrie	12,0	11,6	11,8	8,9
Construction	10,9	12,4	11,6	10,3
Commerce	10,0	9,9	10,0	11,7
Hébergement et restauration	8,9	9,4	9,1	10,3
Transport et entreposage	9,0	6,0	7,4	34,0
Services aux entreprises	13,6	11,5	12,6	15,7
Services aux particuliers	11,7	11,9	11,8	12,6
Ensemble	11,3	11,1	11,2	13,3

en %

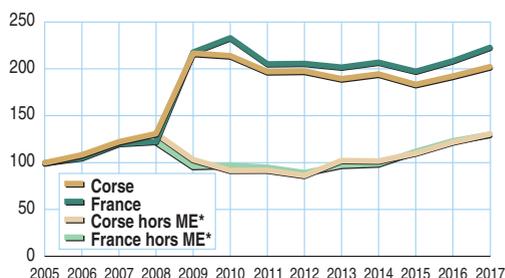
Taux de création : ensemble des créations sur une année donnée rapporté au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année

Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements

Évolution des créations d'entreprises

Indice base 100 en 2005

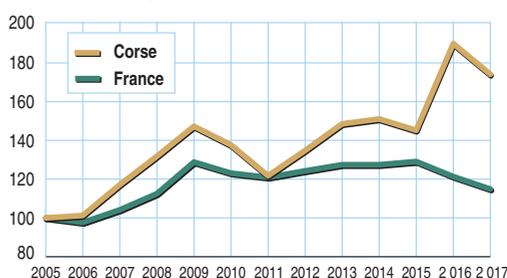


Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements

3 970
entreprises créées
en 2017

Évolution des défaillances d'entreprises en date de jugement

Indice base 100 en 2005



Source : Fiben, Banque de France

11,2 %
Taux de
création d'entreprises

Entreprises artisanales

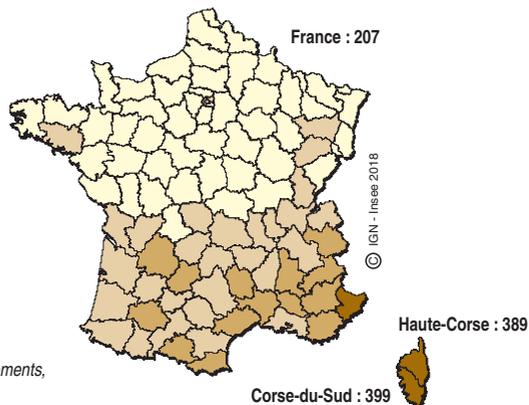
Entreprises artisanales selon le secteur d'activité au 1^{er} janvier 2017

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Entreprises artisanales (nombre)	6 288	6 875	13 163	1 340 048
Industrie (%)	14,0	14,6	14,3	14,6
<i>dont : industries agroalimentaires</i>	4,6	5,1	4,9	3,8
Construction (%)	47,5	43,4	45,3	38,2
Commerce et réparation automobile (%)	10,7	12,2	11,5	12,5
Services (%)	27,8	29,8	28,9	34,7
<i>dont : act. Scient. et techn., serv admin et de soutien</i>	8,5	8,5	8,5	9,3
<i>hébergement et restauration</i>	4,4	5,4	4,9	4,1

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Entreprises artisanales pour 10 000 habitants par département au 1^{er} janvier 2017

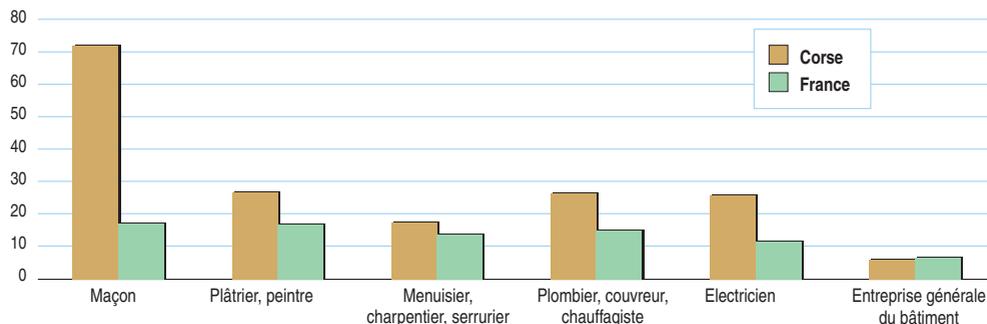
Nombre pour 10 000 habitants



Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2017)

Artisans du bâtiment pour 10 000 habitants au 1^{er} janvier 2017

Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants



Source : Insee, Base permanente des équipements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2017)

45 %
des entreprises artisanales
dans la construction

394
entreprises artisanales
pour
10 000 habitants

Emploi - Marché du travail - Revenus

Participation croissante des femmes au marché du travail

Avec 144 900 personnes en emploi ou au chômage, le taux d'activité de la Corse s'établit à 70,9 % en 2015. Bien qu'il reste en deçà du taux national, il progresse nettement depuis 1999 avec une participation croissante des femmes au marché du travail. En effet, même s'il reste inférieur à celui des hommes, le taux d'activité féminin (65,7 %) croît de 13 points en quinze ans.

Le secteur tertiaire principal employeur de l'île

Fin 2016, près de 125 300 emplois sont recensés en Corse. Depuis 1990, l'emploi total régional progresse à un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+ 50 % contre + 16 %). Cette tendance favorable profite aux deux départements mais l'emploi se développe davantage en Corse-du-Sud (+ 53 %) qu'en Haute-Corse (+ 47 %).

L'emploi salarié concentre 85 % des emplois et se répartit principalement entre le tertiaire marchand et le secteur administré. La construction constitue un autre pilier de l'économie avec un poids en emplois salariés deux fois plus important qu'à l'échelle nationale. En revanche, l'industrie reste peu développée. La Corse se distingue également par une part élevée de non-salariés liée à la présence forte d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise individuelle dans le tissu productif régional. La part de l'emploi non salarié est de 15,3 % en Corse contre 10,3 % au niveau national.

Un taux de chômage en repli mais toujours supérieur à la moyenne nationale

Au 4^e trimestre 2017, le taux de chômage régional s'établit à 9,4 % de la population active et demeure supérieur au taux national (8,6 %). En lien avec la bonne situation de l'emploi, l'année 2017 confirme le recul amorcé en 2015 et met fin au mouvement de hausse qui perdurait depuis 2009. Au niveau départemental, le taux de chômage demeure de 1 point plus élevé en Haute-Corse.

Fin décembre 2017, 22 990 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en Corse (catégories ABC, en données corrigées des variations saisonnières). Sur un an, ce nombre est en croissance de 3,7 % en région et de 2,8 % en France métropolitaine. Les 50 ans ou plus sont particulièrement concernés par le chômage et représentent un quart des demandeurs d'emploi de catégories ABC. La demande d'emploi de longue durée est moins fréquente sur l'île que sur le continent. Ce phénomène s'explique en partie par l'activité saisonnière, très créatrice d'emplois, qui limite les longues périodes d'inactivité.

Les familles monoparentales et les jeunes les plus touchés par la pauvreté

La Corse est la région de métropole la plus touchée par la pauvreté monétaire. En 2015, la moitié des personnes vivent dans un ménage où le revenu disponible par unité de consommation est inférieur à 19 247 € contre 20 566 € au niveau France. Sur l'île, un ménage sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté. Les familles monoparentales, les jeunes de moins de 30 ans et les personnes âgées de plus de 75 ans sont particulièrement concernées.

En lien avec la structure des familles qui comportent moins de familles nombreuses, les prestations sociales sont perçues par moins de ménages en Corse qu'au niveau France. En effet pour 100 habitants, 4,8 sont bénéficiaires d'allocations familiales contre 7,1 en moyenne nationale. On constate ce même phénomène pour les aides au logement et pour les prestations d'accueil du jeune enfant. Par ailleurs, la part des personnes percevant le Revenu de Solidarité Active est également plus faible en Corse avec 1,9 % contre 2,7 % nationalement. Enfin, la couverture maladie universelle complémentaire bénéficie à un public moindre dans l'île.

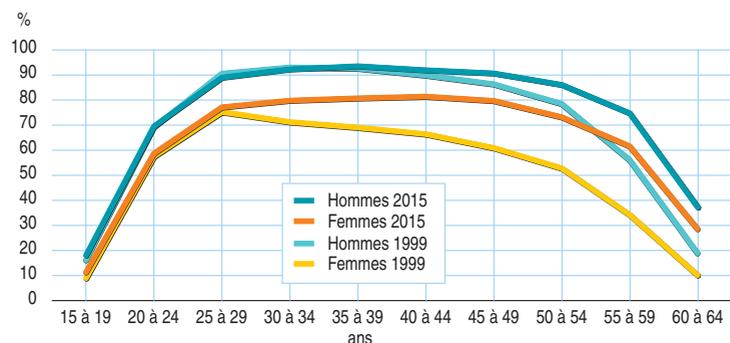
Population active

Population active parmi les 15-64 ans en 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Actifs (nombre)	69 440	75 422	144 862	29 913 457
Taux d'activité (%)	73,1	68,9	70,9	73,8
Taux d'activité des hommes (%)	78,0	74,5	76,1	76,9
Taux d'activité des femmes (%)	68,4	63,3	65,7	70,8
Actifs ayant un emploi (nombre)	61 025	64 709	125 734	25 813 815
Taux d'emploi (%)	64,3	59,1	61,5	63,7
Taux d'emploi des hommes (%)	70,1	65,9	67,8	66,7
Taux d'emploi des femmes (%)	58,6	52,4	55,3	60,8
Taux d'emploi des 15 - 24 ans (%)	32,5	28,2	30,1	29,5
Taux d'emploi 25 - 54 ans (%)	77,1	72,4	74,6	79,7
Taux d'emploi 55 - 64 ans (%)	48,5	44,9	46,6	46,9

Source : Insee, Recensement de la population 2015 - Exploitation principale

Evolution du taux d'activité par sexe et tranche d'âge en Corse



65,7 %
Taux d'activité
des femmes
en 2015

15,3 %
d'emplois
non salariés
fin 2016

Source : Insee, Recensements de la population 1999 et 2015

Emploi

Emploi non salarié par grand secteur d'activité au 31 décembre 2016

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Non salariés (effectif)	8 879	10 257	19 136	2 776 000
Agriculture (%)	9,2	15,5	12,6	14,5
Industrie (%)	5,0	5,3	5,2	5,1
Construction (%)	17,3	16,2	16,7	11,3
Tertiaire marchand (%)	50,3	45,0	47,5	50,0
Tertiaire non marchand (%)	18,3	17,8	18,0	19,1
Part sur l'emploi total (%)	14,0	16,6	15,3	10,3

Données 2016 provisoires

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi

Emploi - Marché du travail

Emploi salarié par secteur d'activité détaillé au 31 décembre 2016

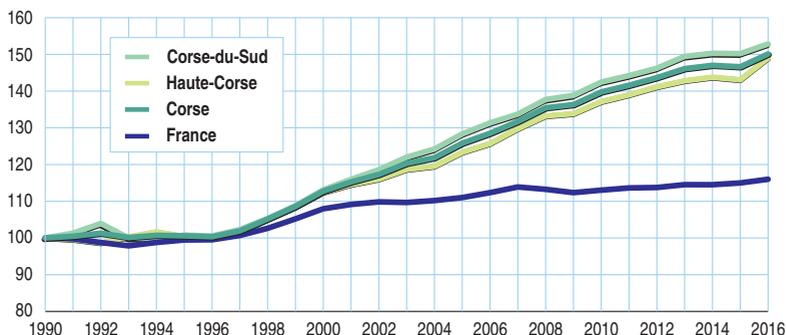
	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse nombre	Corse %	France %
Agriculture, sylviculture et pêche	449	1 988	2 437	2,3	1,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	730	1 356	2 086	2,0	1,5
Denrées alimentaires, produits à base de tabac	965	1 426	2 391	2,3	2,3
Equipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	69	77	146	0,1	1,7
Matériels de transport	206	17	223	0,2	1,4
Autres produits industriels	805	845	1 650	1,6	5,8
Construction	5 152	4 858	10 010	9,4	5,3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	7 519	8 668	16 187	15,3	12,6
Transports et entreposage	3 416	2 880	6 296	5,9	5,6
Hébergement et restauration	2 871	2 284	5 155	4,9	4,0
Information et communication	780	538	1 318	1,2	3,0
Activités financières et d'assurance	1 153	1 327	2 480	2,3	3,5
Activités immobilières	447	527	974	0,9	1,0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	4 103	3 826	7 929	7,5	13,3
Adm. publique, enseignement, santé, action sociale	22 543	19 108	41 651	39,2	32,4
Autres activités de services	2 724	2 485	5 209	4,9	5,4
Total	53 932	52 210	106 142	100,0	100,0

Données 2016 provisoires

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi

Evolution de l'emploi total

Indice base 100 en 1990



106 140
salariés
en 2016

39,2 %
de l'emploi salarié
dans
le secteur administré

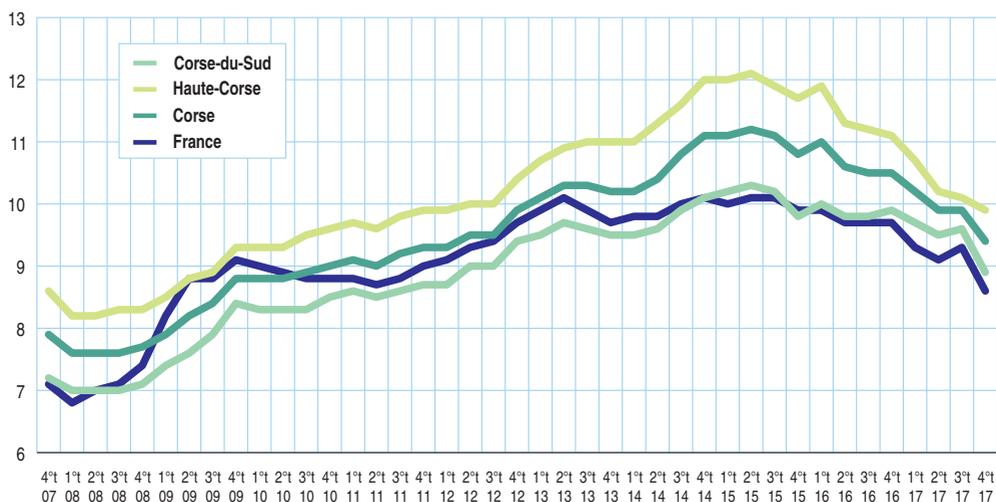
Données 2016 provisoires

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi

Taux de chômage

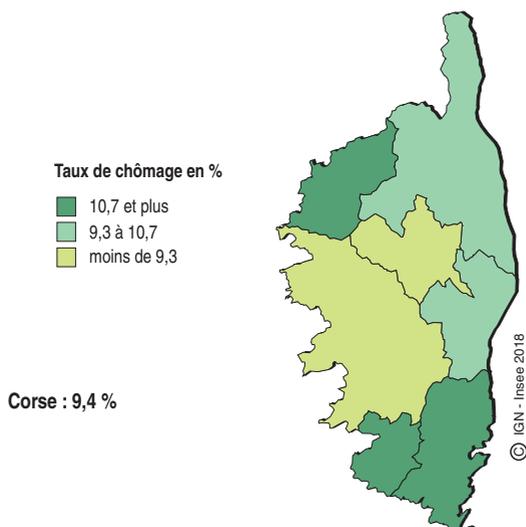
Evolution trimestrielle du taux de chômage localisé

(série corrigée des variations saisonnières)



Source : Insee

Taux de chômage localisé par zone d'emploi au 4^e trimestre 2017



Source : Insee

9,4 %
Taux de chômage régional
au 4^e trimestre 2017

+ 0,8 point
Ecart avec le taux de
chômage national
au 4^e trimestre 2017

La demande d'emploi

La demande d'emploi de catégories A et ABC au 31 décembre 2017

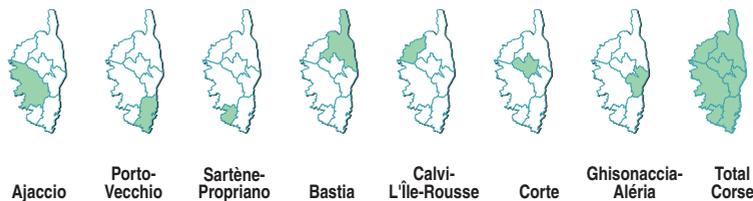
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Les catégories A et ABC (données CVS)				
catégorie A	8 570	9 460	18 030	3 463,4
évolution sur un an (%)	0,4	2,5	1,5	- 0,4
catégories ABC	10 850	12 140	22 990	5 627,1
évolution sur un an (%)	3,5	3,8	3,7	2,8

Structure des demandeurs d'emploi en fin de mois « DEFM » (cat. ABC données CVS en %)

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Hommes	46,8	45,1	45,9	48,5
Femmes	53,2	54,9	54,1	51,5
Moins de 25 ans	12,5	12,6	12,6	13,2
25 à 49 ans	60,3	60,0	60,2	62,0
50 ans ou plus	27,2	27,3	27,3	24,9
Demandeurs d'emploi de longue durée	29,2	32,5	31,0	45,0

Source : Direccte / Pôle emploi

La demande d'emploi de catégories ABC par zone d'emploi au 31 décembre 2017



	Ajaccio	Porto-Vecchio	Sartène-Propriano	Bastia	Calvi-L'Île-Rousse	Corte	Ghisonaccia-Aléria	Total Corse	
Effectifs données CVS	7 248	2 726	876	8 158	2 036	662	1 284	22 990	
Structure (%)	31,5	11,9	3,8	35,5	8,9	2,9	5,6	100,0	
Evolution sur un an (%)	4,7	4,1	- 6,8	3,8	6,0	6,4	- 0,5	3,7	
Eléments de structure des DEFM (%)	< 25 ans	12,7	11,9	13,5	13,0	11,6	13,7	10,8	12,6
	> 50 ans	27,5	25,2	30,9	28,0	23,9	28,9	27,9	27,3
	Femmes	52,8	54,1	53,1	55,1	56,5	52,1	51,9	54,1

Source : Direccte / Pôle emploi

54 %
de femmes chez les
demandeurs d'emploi
en 2017

1,5 %
Augmentation des DEFM A
entre 2016 et 2017

Emploi - Marché du travail

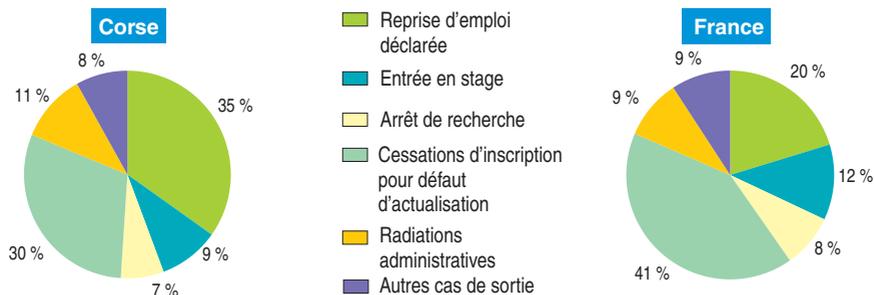
Les inscriptions au chômage / cumul annuel 2017



*y compris fin de convention de reclassement personnalisé, de convention de conversion ou de plan d'action personnalisé

Source : Direccte / Pôle emploi

Les sorties du chômage / cumul annuel 2017



Source : Direccte / Pôle emploi

L'offre d'emploi

L'offre d'emploi / cumul annuel 2017

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Données brutes				
Nombre d'offres	9 175	10 178	19 353	3 344 288
dont offres durables	4 238	4 390	8 628	1 872 893
évolution sur un an* (%)	28,1	38,6	33,4	17,4

* de l'ensemble des offres

Source : Direccte / Pôle emploi

43 %
des inscriptions
à Pôle emploi
liées à une fin de contrat

35 %
des sorties
de Pôle emploi
liées à une reprise d'emploi

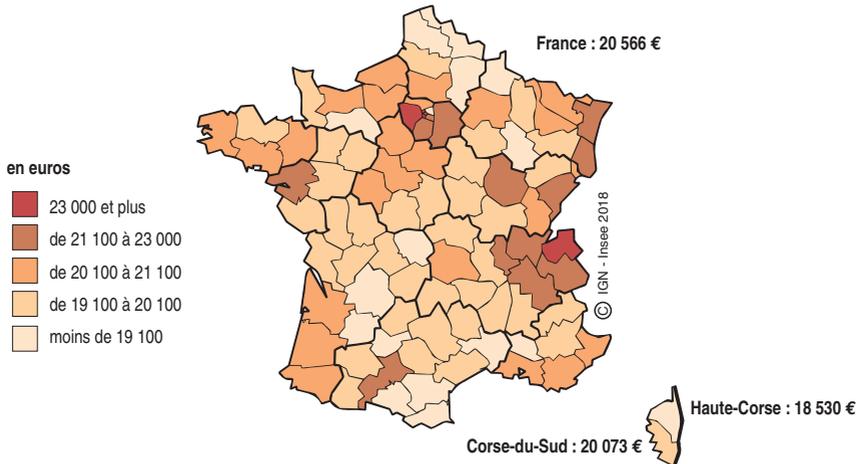
Revenus

Revenu des ménages et taux de pauvreté en 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Nombre de ménages fiscaux	57 206	66 588	123 794	27 084 506
Part des ménages imposables (%)	54,1	46,3	49,9	55,4
Révenu médian déclaré par UC (en Euros)	20 152	18 278	19 128	20 530
Taux de pauvreté des ménages (en %)				
- Ensemble :	17,4	21,9	19,8	14,9
- Selon l'âge du référent fiscal :				
Moins de 30 ans	23,3	29,5	26,8	23,0
75 ans ou plus	15,6	19,2	17,5	8,4
- Selon la composition des familles :				
Famille mono-parentale	25,7	33,3	29,9	30,9
- Selon la source principale des revenus déclarés :				
Retraites, pensions, rentes	18,1	22,6	20,5	11,4

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal

Revenu annuel médian disponible par unité de consommation en 2015



Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal

19,8 %
Le taux de pauvreté
le plus élevé des régions

20,5 %
des retraités
pauvres en 2015

Prestations sociales

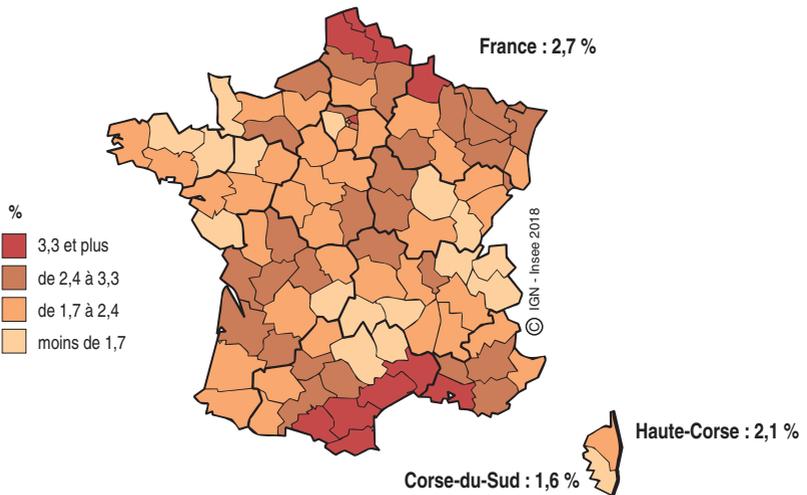
Prestations et aides sociales en 2016

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Allocations familiales				
Nombre d'allocataires pour 100 habitants	4,9	4,8	4,8	7,1
Aide personnalisée au logement				
Nombre d'allocataires pour 100 habitants	6,5	9,1	7,9	9,1
Prestations d'accueil du jeune enfant				
Nombre d'allocataires pour 100 habitants	2,1	2,2	2,1	3,2
Revenu de solidarité active (RSA)				
Nombre d'allocataires pour 100 habitants	1,6	2,1	1,9	2,7
Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) (régime général)				
Nombre d'allocataires pour 100 habitants	4,7	5,9	5,4	7,4

Source : Drees ; CNAF ; Insee, Estimations de population 2016

Revenu de solidarité active (RSA) en 2016

Taux d'allocataires pour 100 habitants



Source : drees ; CNAF ; Insee, Estimations de population

5,4 %
part des bénéficiaires
de la CMU-C en 2016

1,9
allocataires du RSA
pour 100 habitants
en 2016

Secteurs d'activité

Le quart de la production électrique est renouvelable

Dans la région, au 31 décembre 2015, le secteur industriel emploie 6 600 personnes dans 2 700 établissements. La grande majorité des salariés de l'industrie travaille dans l'agroalimentaire (35,5 %) et l'énergie (33,5%).

En 2017, la production d'électricité en Corse est à 45 % d'origine thermique, provenant des centrales du Vazzio et de Lucciana, et à 26 % issue d'énergies renouvelables principalement grâce aux barrages hydroélectriques (Prunelli, Golo, Fium'Orbu et Rizzanese). Le reste est importé via les interconnexions avec la Sardaigne et l'Italie continentale (29 %).

Forte hausse du nombre d'autorisations de logements neufs

En Corse, la construction représente 10 500 personnes travaillant dans 7 600 établissements fin 2015. Le gros œuvre compte le plus grand nombre de salariés (45,7 % des effectifs du secteur).

Sur 2017, 6 000 logements ont été autorisés à la construction, soit une hausse marquée de 40 % sur un an. Les évolutions diffèrent au niveau des départements : en Corse-du-Sud, le nombre de logements autorisés augmente de 53 % sur un an tandis qu'il progresse de 24 % en Haute-Corse. Dans la région, les ventes de logements neufs restent stables pour les maisons et reculent de 10 % pour les appartements.

Prédominance des services et commerce

Les activités de services et commerce dominent le paysage économique de île, avec 83 000 salariés répartis dans 35 000 établissements. L'administration publique, enseignement, santé et action sociale est le plus grand pourvoyeur d'emplois : il regroupe 47 % des effectifs (41 % en métropole). Les établissements sont les plus nombreux dans le soutien aux entreprises (22 %) et le commerce (21 %).

Le commerce emploie 16 000 salariés travaillant majoritairement dans le commerce de détail (65,5 %, soit dix points de plus qu'en moyenne française). À l'inverse, le commerce de gros est sous-représenté : il concerne 23 % des salariés du commerce contre 32 % au niveau national.

La surface agricole utilisée couvre le cinquième du territoire

En 2017 en Corse, la surface agricole utilisée (SAU) des exploitations couvre 181 451 hectares soit 21 % du territoire régional contre 51 % en moyenne nationale. La surface toujours en herbe occupe 86 % de la superficie agricole (28 % au niveau national). Les terres arables sont peu étendues : les grandes cultures représentent 6 % de la SAU (68 % en moyenne française).

Au dernier recensement agricole (2013), la région compte 2 600 exploitations agricoles. En 2016, elles emploient 5 000 personnes, soit 3 850 unités de travail annuel (UTA).

Entre 2016 et 2017, le nombre de dossiers d'installation de jeunes agriculteurs a crû de 17,5 % confirmant la hausse enregistrée entre 2015 et 2016.

Une année favorable pour l'activité du tourisme

En 2017, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse est à nouveau en hausse avec 9,1 millions de voyageurs, malgré un net recul des trafics croisières. La progression de la fréquentation des lignes régulières (hors croisières) est due à la croissance toujours soutenue des trafics aériens qui demeurent portés par le développement des compagnies Low Cost. Cette année, la reprise des trafics maritimes se confirme. Les trafics de marchandises augmentent aussi.

La croissance du nombre de passagers profite à toutes les catégories d'hébergement marchand. Les hôtels enregistrent 3,3 millions de nuitées, soit une fréquentation en hausse de 4,3 % sur un an. Durant la saison, d'avril à septembre, les campings affichent 4,3 millions de nuitées (+ 3,6 %) et les autres hébergements collectifs de tourisme en comptent 3,2 millions (+ 7,9 %).

Energie

Parc de production d'énergie électrique de la Corse

Moyens de production fin 2016

Moyens thermiques

Centrale du Vaggio	
Centrale de Lucciana	352,3 MW
Turbines à combustion	

Interconnexions

Câble Sardaigne-Corse (SARCO)	
Câble Sardaigne-Corse-Italie (SACOI)	150 MW

Énergies renouvelables

Quatre aménagements hydro-électriques	
Prunelli (Tolla, Ocana, Pont de la Vanna)	
Golo (Castirla, Corscia, Sovenzia)	194 MW
Fium'Orbu (Sampolo)	
Rizzanese (Sainte-Lucie de Tallano)	
Micro-centrales électriques	28,3 MW
Trois parcs éoliens	18,0 MW
Installations photovoltaïques	102,0 MW
Installations photovoltaïques avec stockage	18,1 MW
Installation de production électrique à partir de biogaz	2,3 MW

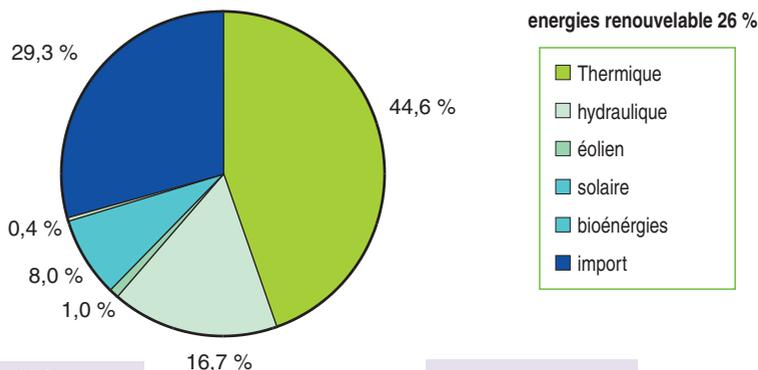
Total puissance installée

865,0 MW

Source : EDF Corse - Dreal

Production électrique 2017 : 2 279497 GW/h

Répartition



Source : EDF

26 %
de la production électrique
issue des énergies
renouvelables

4 barrages
3 parcs éoliens

Industrie/Energie - Construction

Industrie

Etablissements de l'industrie et effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés
Ensemble (nombre)	1 136	3 483	1 560	3 096	2 696	6 579	338 323	3 119 358
Part (%)								
Denrées alimentaires, produits à base de tabac	29,6	28,0	29,5	43,9	29,6	35,5	19,9	17,7
Equipements électriques, électroniques, informatiques, machines	1,6	2,0	1,9	2,8	1,8	2,4	4,3	13,3
Matériels de transport	0,9	6,5	0,6	0,6	0,7	3,7	1,2	11,4
Autres produits industriels	55,1	23,8	43,5	26,1	48,4	24,9	54,4	45,2
Extraction, énergie, eau, déchets	12,8	39,7	24,5	26,6	19,5	33,5	20,2	12,4

Source : Insee, Clap 2015

Construction

Etablissements de la construction et effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés
Ensemble (nombre)	3 812	5 495	3 777	4 955	7 589	10 450	651 647	1 339 790
Part (%) :								
Promotion immobilière	7,6	1,2	9,5	0,8	8,6	1,0	6,6	1,7
Travaux publics	8,9	19,4	9,6	23,0	9,3	21,1	9,5	26,8
Gros oeuvre	33,4	45,2	29,4	46,3	31,4	45,7	19,6	17,7
Second oeuvre	50,0	34,2	51,6	29,9	50,8	32,2	64,4	53,9

Source : Insee, Clap 2015

35,5 %
des salariés industriels
dans l'agroalimentaire

46 %
des salariés
de la construction
dans le gros oeuvre

Construction et ventes de logements neufs - Dreal

Logements autorisés en 2017

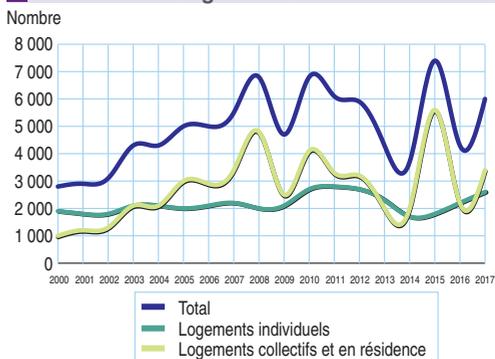
	Logements	Évolution	Évolution annuelle moyenne
	2017	2017/2016	2016/2011
	Nombre	%	%
Corse-du-Sud	3 500	52,7	-4,6
Haute-Corse	2 500	23,9	-9,0
Corse	6 000	39,3	-6,8
France	496 400	13,4	-2,2

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle estimée. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies

Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, Sit@del2

Evolution des logements autorisés en Corse



Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.
Source : SOeS, Sit@del2

Ventes des maisons et des appartements neufs en 2017

	Corse			France		
	En 2017	Evolution 2017/2016 %	Evolution annuelle 2016/2011 (%)	En 2017	Evolution 2017/2016 %	Evolution annuelle 2016/2011 (%)
Maisons neuves						
Nombre de ventes*	90	1,1	-7,9	10 639	4,2	1,9
Prix moyen par maison (€)	341 159	27,0	-3,5	260 898	1,5	0,8
Appartements neufs						
Nombre de ventes*	1 589	-9,8	-1,9	119 178	3,8	5,5
Prix moyen au m ² (€)	3 554	1,5	1,9	3 973	-0,5	1,1

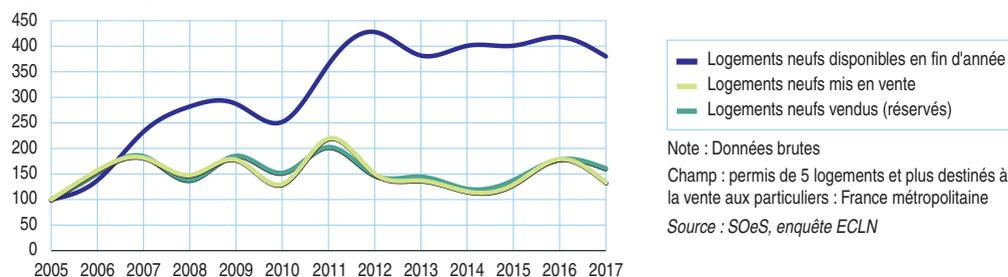
*réservations avec dépôt d'arrhes

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

Source : SOeS, enquête ECLN

Evolution de la commercialisation des logements neufs en Corse

Indice base 100 en 2005



Note : Données brutes

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

Source : SOeS, enquête ECLN

39,3 %
Hausse des
logements autorisés
entre 2016 et 2017

3 973 euros
Prix moyen au m²
des appartements
neufs en 2017

Services - Commerce

Services

Etablissements des services et du commerce et effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés
Ensemble (nombre)	17 300	42 191	17 600	40 674	34 900	82 865	5 067 300	17 525 103
Part (%) :								
Commerce	20,5	17,9	21,1	20,9	20,8	19,4	20,7	17,3
Transports et entreposage	2,6	7,7	2,9	8,3	2,7	8,0	3,0	7,6
Hébergement et restauration	13,6	7,3	12,3	5,9	12,9	6,6	6,4	5,4
Information et communication	2,1	1,8	1,9	1,3	2,0	1,5	3,6	4,1
Activités financières et d'assurance	3,1	2,6	3,1	3,2	3,1	2,9	4,6	4,8
Activités immobilières	9,3	1,2	10,3	1,2	9,8	1,2	8,1	1,3
Soutien aux entreprises	23,4	9,2	20,9	8,8	22,1	9,0	22,9	14,2
Admin publique, enseignement, santé, action sociale	15,3	47,9	16,7	45,6	16,0	46,8	17,6	40,8
Autres activités de services	10,1	4,5	10,9	4,9	10,5	4,7	13,0	4,5

Source : Insee, Clap 2015

Commerce

Etablissements du commerce et effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés
Ensemble (nombre)	3 545	7 543	3 716	8 519	7 261	16 062	1 049 323	3 033 523
Part (%) :								
Commerce de détail	74,3	66,9	71,6	64,2	72,9	65,5	66,5	56,0
<i>dont : hypermarchés et supermarchés</i>	<i>1,0</i>	<i>22,6</i>	<i>0,8</i>	<i>23,2</i>	<i>0,9</i>	<i>22,9</i>	<i>1,3</i>	<i>18,7</i>
Commerce de gros	15,3	20,8	17,9	25,0	16,7	23,0	21,2	32,2
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	10,4	12,3	10,5	10,8	10,4	11,5	12,3	11,8

Source : Insee, Clap 2015

47 %
des salariés des services
dans les services
administrés en 2015

les deux tiers
des salariés du commerce
dans
le commerce de détail

Agriculture

Caractéristiques des exploitations agricoles

	Corse	France
Exploitations (nombre)*	2 626	451 606
dont : moyennes et grandes	1 582	308 061
Superficie agricole utilisée (SAU) (ha)*	159 000	27 623 000
dont : moyennes et grandes	115 000	25 737 000
SAU moyenne par exploitation (ha)	61	61
dont : moyennes et grandes	73	84
Production brute standard (PBS) (milliers d'euros)*	210 800	56 348 000
dont : moyennes et grandes	198 000	55 150 000
PBS moyenne par exploitation (milliers d'euros)	80	125
dont : moyennes et grandes	125	179

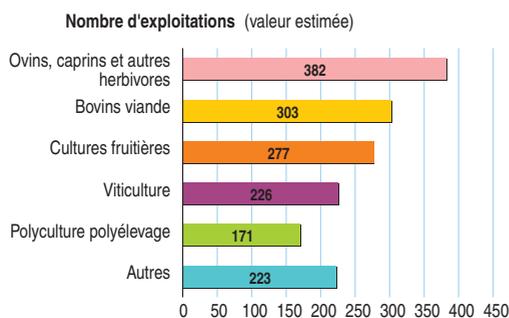
*valeur estimée

Source : Agreste, Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2013

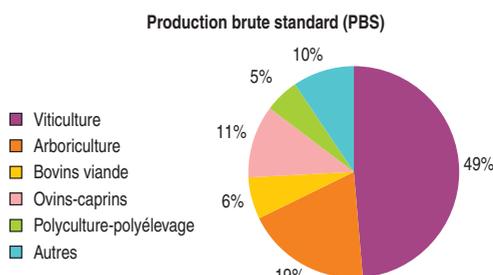
49 %
Part de la viticulture dans le potentiel économique agricole de la Corse

+ 2 %
Progression des SHT des exploitations entre 2016 et 2017 soit +3 170 ha

Répartition des exploitations moyennes et grandes selon leur spécialisation



Source : Agreste, Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2013



Utilisation du territoire agricole en 2017

	Corse		France	
	Surface en ha	%	Evolution 2016/2017 %	%
TERRES ARABLES	11 590	6	-2	68
-Céréales (y compris semences)	1 524	1	-1	35
-Oléagineux et protéagineux (y compris semences)	141	0	+302	9
-Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	405	0	-13	0
-Légumes	462	0	0	2
-Fourrages annuels	830	0	0	5
-Prairies artificielles et temporaires	6 755	4	-4	12
-Autres	1 473	1	0	5
CULTURES PERMANENTES hors STH	13 861	8	+1	4
-Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies, noyeraies)	7 176	4	+2	1
-Vignes	6 685	4	0	3
Surfaces toujours en herbe des exploitations	156 000	86	+2	28
SURFACE AGRICOLE UTILISÉE (SAU) DES EXPLOITATIONS	181 451	100	+2	100

Source : Agreste, Statistique agricole annuelle, données 2017 provisoires

Agriculture

Effectifs de bétail en 2017

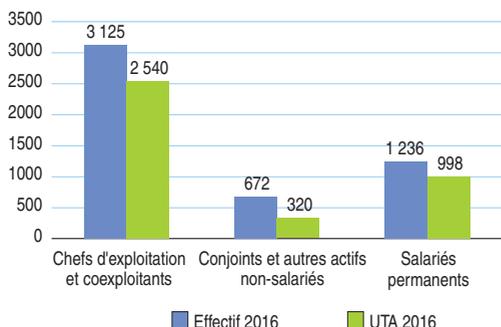
	Nombre de têtes			Production	
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	Quantités	Unités
Bovins	22 526	42 244	64 770	1 860	Tec*
dont vaches nourrices	12 110	23 340	35 450		
Ovins	29 925	83 390	113 315	99 100	Hectolitres de lait
dont brebis-mères	22 500	62 700	85 200		
Caprins	14 540	31 401	45 941	59 300	Hectolitres de lait
dont chèvres (femelles ayant mis bas)	11 100	23 970	35 070		
Porcs	34 715	20 424	55 139	4 067	Tec*
dont truies de 50 kg et plus	2 865	1 680	4 545		
Volailles	49 000	122 000	171 000	13 202	Milliers d'oeufs
Rûches	6 500	14 500	21 000	255	Tonnes de miel

*Tec : tonne équivalent carcasse

Source : Agreste, Statistique agricole annuelle, données 2017 provisoires

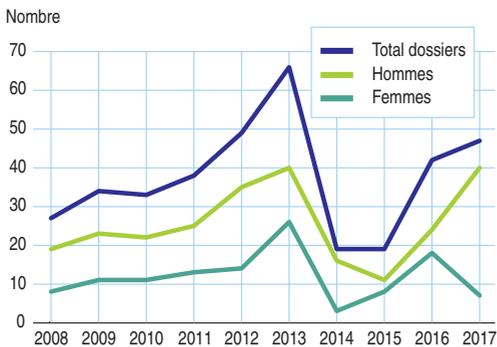
L'emploi agricole en 2016

Main d'oeuvre agricole permanente 2016



Source : Agreste - bilan annuel de l'emploi agricole - Résultats 2016

Dossiers d'installation de jeunes agriculteurs



Source : DRAAF de Corse

L'emploi agricole en UTA par Otex 2016

Emploi agricole en UTA par Otex 2016

	Non salariés*	Salariés
Fruits et autres cultures permanentes	462	440
Viticulture	266	536
Ovins et caprins	633	89
Bovins viande	646	50
Polyculture, polyélevage	310	78
Autres grandes cultures	134	40
Autres herbivores	129	42
Porcins	141	19
Fleurs, horticulture diverse	52	83
Volailles	11	49
Maraîchage	36	23
Autres élevages hors sol	27	4
Céréales et Oléoprotéagineux	14	5
Total	2 860	1 460

* Y compris les chefs et coexploitants salariés

Source : Agreste - bilan annuel de l'emploi agricole - Résultats 2016

+ 0,9 %
Progression des salariés permanents (en UTA) entre 2015 et 2016

47 dossiers
de jeunes agriculteurs présentés en 2017

Transports

Passagers

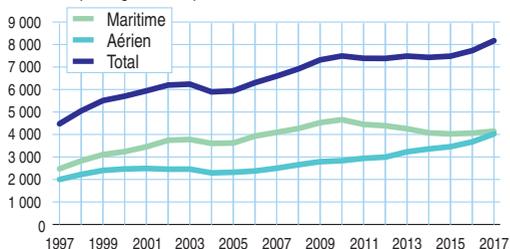
Répartition des passagers transportés selon le type de trafic en 2017
(nombre de passagers au départ et à l'arrivée)

Ports et (ou) aéroports	Maritime		Aérien	Total
	Lignes régulières	Croisières	Lignes régulières et charter	
Ajaccio	1 011 900	784 000	1 569 600	3 365 500
Bastia	2 177 000	10 500	1 399 900	3 587 400
Bonifacio	273 500	24 000	///	297 500
Calvi	///	41 200	325 500	366 700
Figari	///	///	730 700	730 700
L'Île-Rousse	395 500	1 600	///	397 100
Porto-Vecchio	220 300	11 900	///	232 200
Propriano	66 400	52 900	///	119 300
Ensemble	4 144 600	926 100	4 025 700	9 096 400
Evolution 2017/2016	2,1 %	- 19,6 %	9,7 %	2,4 %

Source : Observatoire régional des transports de la Corse, Dreal

Evolution des trafics passagers sur lignes régulières et charter

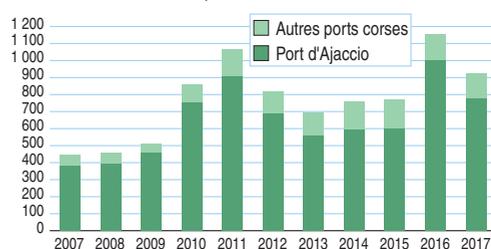
Milliers de passagers au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse, Dreal

Evolution des trafics croisières annuels par port

Milliers de croisiéristes au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse, Dreal

Marchandises

Trafics maritimes de marchandises français et étrangers

En tonnages nets	2015	2016	2017	Evol 2017/2016 (%)
Entrées : Roll	1 355 301	1 406 124	1 453 242	3,4
Ciment en vrac	126 111	124 882	128 816	3,2
Hydrocarbures	491 830	403 509	414 964	2,8
Gaz liquide	23 761	19 911	25 394	27,5
Total entrées	1 997 003	1 954 426	2 022 416	3,5
Sorties : Roll	203 786	228 837	254 299	11,1
Total entrées+sorties	2 200 789	2 183 263	2 276 715	4,3

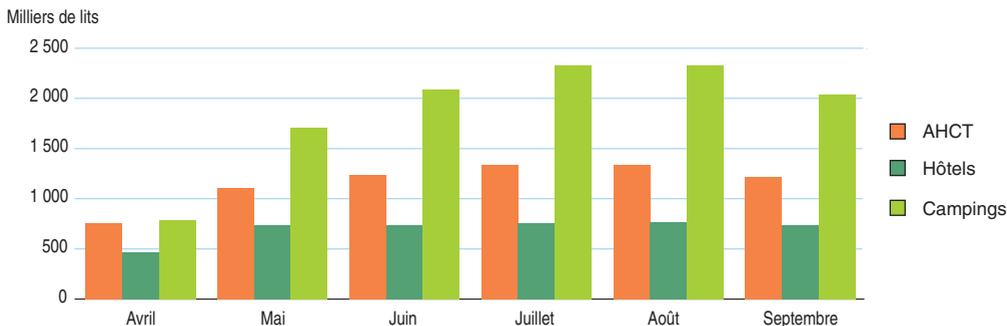
Source : Observatoire régional des transports de la Corse, Dreal

926 000
de croisiéristes en 2017

4 %
Hausse du volume de marchandises
entre 2016 et 2017

Capacité d'accueil des hébergements marchands

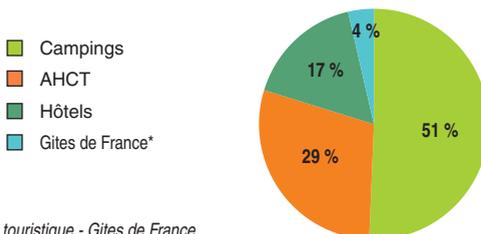
Capacités mensuelles en lits touristiques en Corse durant la saison 2017



Note : Nombre de place-lits journaliers multipliés par le nombre de jour du mois
 Champ : établissements ouverts

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

Répartition des lits touristiques de l'offre marchande en Corse en août 2017



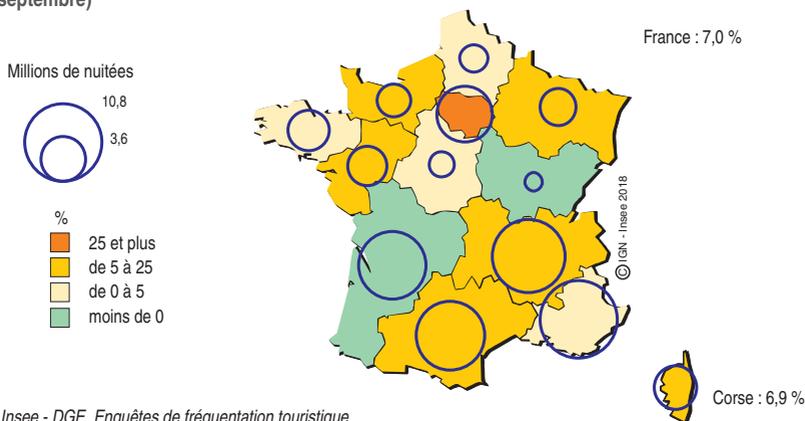
* Gîtes et chambres d'hôtes labélisés

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique - Gîtes de France

Autres hébergements collectifs de tourisme - AHCT

Fréquentation des AHCT en 2017 et évolution par rapport à 2016

(avril à septembre)



51 %
de l'offre d'hébergement
dans les campings
en août

+ 6,9 %
hausse de la fréquentation
des AHCT
entre 2016 et 2017

Hôtels

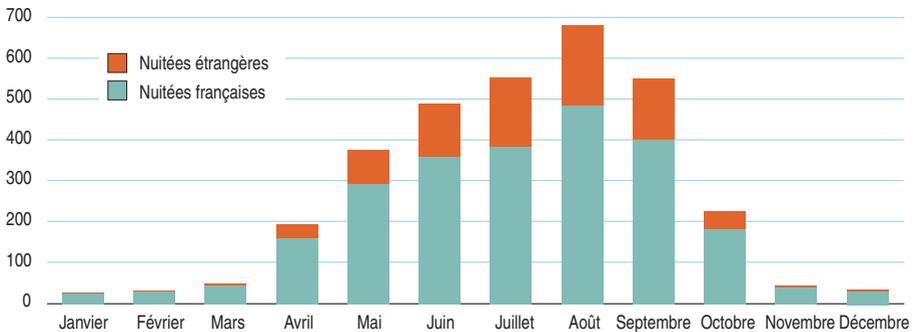
Fréquentation des hôtels de Corse en 2017

	Saison 2017 avril à septembre	Année 2017
Ensemble des nuitées	2 849 000	3 270 600
dont : 1 et 2 étoiles	462 700	539 800
3 étoiles	1 540 900	1 754 200
4 étoiles et plus	531 600	631 600
Non classés	313 800	345 000
dont : Nuitées françaises	2 089 500	2 451 900
Nuitées étrangères	759 500	818 700

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

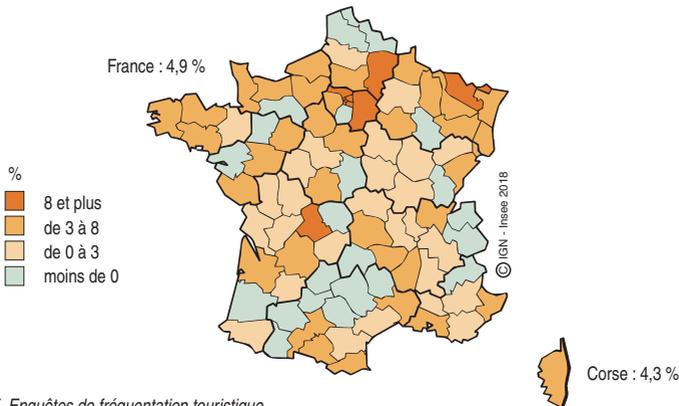
Fréquentation des hôtels de Corse selon la clientèle en 2017

Milliers de nuitées



Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

Evolution des nuitées totales dans les hôtels entre 2016 et 2017



Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

La moitié
des nuitées hôtelières
dans les
établissements 3*

+ 4,3 %
hausse de la fréquentation
des hôtels
entre 2016 et 2017

Campings

Fréquentation des campings de Corse pendant la saison 2017

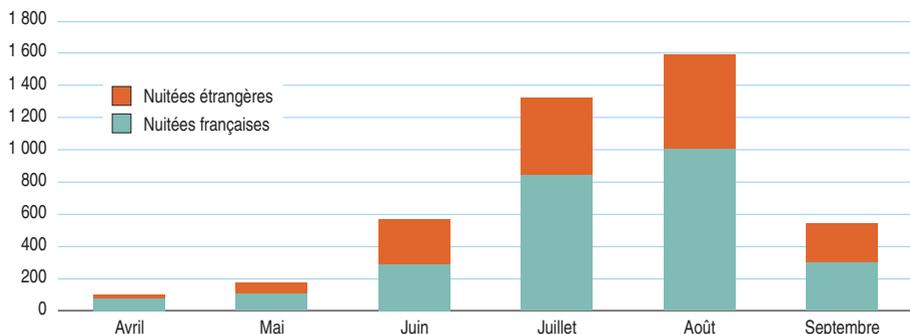
Avril à septembre

	Ensemble	dont emplacements nus	dont emplacements équipés
Ensemble des nuitées	4 313 900	2 358 700	1 955 200
dont : 1 et 2 étoiles	599 900	444 200	155 700
3 étoiles et plus	3 287 400	1 626 000	1 661 400
Non classés	426 600	288 500	138 100
dont : Nuitées françaises	2 647 500	1 175 700	1 471 800
Nuitées étrangères	1 666 400	1 183 000	483 400

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

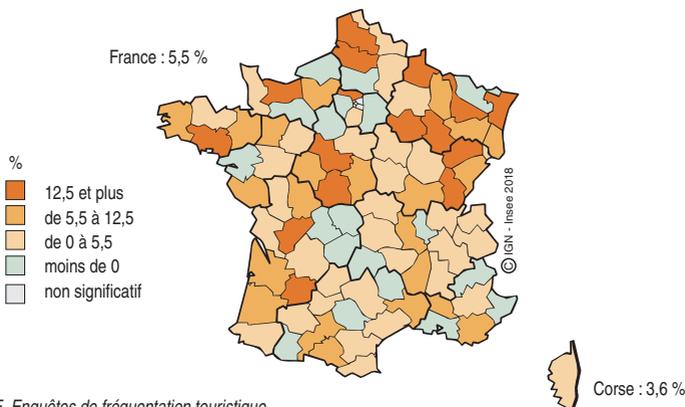
Fréquentation des campings de Corse selon la clientèle en 2017

Milliers de nuitées



Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

Evolution des nuitées totales dans les campings entre 2016 et 2017 (avril à septembre)



Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

39 %
de nuitées étrangères
dans les campings

+ 3,6 %
hausse de la fréquentation
des campings
entre 2016 et 2017

Environnement

Site Ramsar : L'objectif de la Convention de Ramsar (ratifiée en 1971 à Ramsar en Iran) est d'enrayer la tendance à la disparition des zones humides, de favoriser leur conservation, ainsi que celle de leur flore et de leur faune et de promouvoir et favoriser leur utilisation rationnelle.

Zone Natura 2000 : Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats.

Sites d'intérêt communautaire (SIC) : site visant à maintenir ou à rétablir le bon état de conservation de certains habitats et espèces (animales et végétales), considérés comme menacés, vulnérables ou rares dans la ou les régions biogéographiques concernées.

Zone de protection spéciale (ZPS) : zones intégrées au réseau Natura 2000 et identifiées pour assurer la conservation des espèces d'oiseaux menacés.

Population

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Taux de mortalité : rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

La nouvelle méthode de recensement : depuis 2004, la nouvelle méthode de recensement substitue au comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans une technique d'enquêtes annuelles. Elle distingue les communes de moins de 10 000 habitants d'une part, recensées une fois tous les 5 ans par roulement, et les communes de plus de 10 000 habitants d'autre part, pour lesquelles un échantillon d'adresses regroupant environ 8 % de la population est recensé chaque année.

Ménage : ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Famille : partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).

Famille monoparentale : comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Catégories socioprofessionnelles : la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dite PCS classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).

Logements

Résidence principale : logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

Résidence secondaire : logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

Logement occasionnel : logement ou pièce indépendante utilisée occasionnellement pour des raisons professionnelles.

Logement vacant : un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

Éducation - Formation professionnelle

L'apprentissage : a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Economie générale

Valeur ajoutée brute : différence entre la valeur des biens et services produits et celle des biens et services utilisés pour la production (consommations intermédiaires).

Produit intérieur brut (PIB) : somme des valeurs ajoutées brutes augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques) moins les subventions sur les produits. Le PIB correspond à la valeur des biens et services produits sur le territoire économique et disponibles pour les emplois finaux (consommation, stockage, investissement et exportation).

PIB en valeur : le PIB est dit "en valeur" ou "nominal" si ses différentes composantes sont évaluées aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants).

PIB en volume : le PIB est dit "en volume" ou "réel" si les montants qui le constituent ont été évalués aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants corrigés de la hausse des prix).

PIB par emploi : le PIB en volume par emploi est une approximation de la productivité apparente du travail par tête.

Entreprises - Etablissements

Entreprise : unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Etablissement : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Création d'entreprise : correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette nouvelle notion de création d'entreprise inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation remonte à plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise quand deux caractéristiques du siège de l'entreprise sur trois parmi l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité et la localisation sont modifiées lors de la reprise.

Défaillance d'entreprise : une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. La procédure judiciaire peut avoir différentes issues : liquidation de l'entreprise, poursuite de l'activité suite à un plan de continuation, reprise de l'activité suite à un plan de cession.

Il ne faut pas confondre cette notion avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

Régime du micro-entrepreneur : nouvelle dénomination pour celui de l'auto-entrepreneur depuis décembre 2014. Ce régime s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle. Ses formalités sont allégées. Le micro-entrepreneur bénéficie : du régime micro-social ; d'un régime micro-fiscal ; d'une exonération temporaire de la cotisation foncière des entreprises ; d'une exonération ou d'une franchise de TVA. Il est tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM). L'immatriculation est gratuite.

Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) : système d'information multi-sources permettant de fournir des statistiques localisées au lieu de travail sur l'emploi salarié et les rémunérations pour les activités des secteurs marchand et non marchand. Le référentiel d'entreprise et d'établissements est constitué à partir du Répertoire des entreprises et des établissements. Les données sur l'emploi salarié résultent des informations issues des DADS, des Urssaf (plus MSA pour l'agriculture) et du système d'information sur les agents de l'Etat.

Entreprise artisanale : qui exerce, sous la direction d'une personne ayant la qualification requise d'artisan ou de maître artisan, en n'employant en principe pas plus de dix salariés, une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat ; immatriculée au répertoire des métiers.

Emploi - Marché du travail

Population active : regroupe la population ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent.

Taux d'activité : rapport entre la population active et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'activité d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Taux d'emploi : rapport entre la population active ayant un emploi et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'emploi d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Estimations d'emploi localisées (Estel) : le champ couvert est l'emploi total salarié et non salarié au 31 décembre, répertoire BIT, et mesuré au lieu de travail et lieu de résidence, avec prise en compte de la multi-activité. C'est une synthèse de sources : DADS, fichiers de paye des agents de l'Etat, particuliers employeurs et fichiers MSA et Acofos.

Emploi - Marché du travail (suite)

Chômeur au sens du BIT (Bureau international du travail): personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs (au sens du BIT) à la population active totale.

Correction des variations saisonnières (CVS) : Technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales.

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : comptabilisent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Les demandes d'emploi enregistrées (DEE) : demandes nouvelles enregistrées par Pôle emploi au cours du mois.

Les demandes d'emploi sorties (DES) : demandes sorties des fichiers du Pôle emploi au cours du mois.

Revenus

FiLoSoFi : Fichier localisé social et fiscal (Dispositif), mis en œuvre afin de disposer d'indicateurs de niveau de vie, d'inégalité et de pauvreté à un niveau local infra-départemental.

Taux de pauvreté : part des personnes ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil est fixé à 60 % du niveau de vie médian en métropole. Il est estimé à 1 000 euros mensuels en 2013.

Revenu disponible : revenus d'activité (nets des cotisations sociales), revenus du patrimoine, transferts en provenance d'autres ménages et prestations sociales (y compris pensions de retraite et indemnités de chômage), nets des impôts directs.

Niveau de vie : revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

Niveau de vie médian : Partage les ménages en 2 groupes : la moitié a un revenu supérieur, l'autre moitié un revenu inférieur.

Unité de consommation (UC) : le 1^{er} adulte du ménage compte pour 1 UC, les autres personnes de plus de 14 ans pour 0,5 UC, les enfants pour 0,3 UC.

Prestations sociales : aides versées par la Caisse d'Allocations Familiales en fonction de la situation de famille et sous certaines conditions dans différents domaines : enfance et famille, solidarité et insertion et logement.

Revenu de solidarité active (RSA) : allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti.

CMU complémentaire (CMU-C) : permet de fournir une couverture complémentaire gratuite à toute personne résidant en France de manière stable et régulière, sous condition de ressources fixée par décret.

Industrie / Energie - Construction

Énergies renouvelables : énergie d'origine solaire, éolienne, hydraulique, géothermique, ainsi que le bois de chauffage, les résidus de récolte, les biogaz, les biocarburants, les déchets urbains ou industriels et les pompes à chaleur.

Logement autorisé : un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement collectif : logement dans un immeuble collectif (appartement).

Logement individuel : construction qui ne comprend qu'un logement (maison).

Logement en résidence : logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques.

Agriculture

Exploitation agricole : unité économique qui participe à la production agricole et qui répond aux critères suivants :

- une activité agricole soit de production, soit de maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales.
- une dimension minimale en surface (1 hectare de surface agricole utilisée, 20 ares de cultures spécialisées) ou un seuil minimal de production (1 vache ou 6 brebis mères...)
- une gestion courante et indépendante de toute autre unité.

Enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA) : enquête permettant de suivre l'évolution structurelle des exploitations agricoles entre deux recensements. Elle est réalisée par sondage auprès d'un échantillon représentatif d'exploitations, contrairement aux recensements agricoles qui sont réalisés de façon exhaustive. L'application de coefficients aux valeurs obtenues permet d'obtenir une estimation de la valeur de chaque donnée pour l'ensemble des exploitations agricoles.

Statistique agricole annuelle (SAA) : opération statistique réalisée par les services statistiques du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt selon des règles définies au niveau européen. Les données recueillies sont relatives aux statistiques d'utilisation des terres et de production agricole (superficies, rendements, effectifs animaux, ...). Elles s'intéressent à une année complète de production (année civile ou campagne de production).

Surface agricole utilisée (SAU) et surfaces toujours en herbe (STH) : Elle comprend les terres arables (grandes cultures, cultures maraîchères, prairies artificielles ...), les surfaces toujours en herbe (prairies naturelles, alpages, landes et parcours, ...) et les cultures permanentes (vignes, vergers, ...).

Production brute standard (PBS) : la PBS exprime le potentiel économique d'une exploitation. Elle correspond à un volume annuel des productions d'une exploitation valorisées à un prix moyen calculé sur une période de référence de 5 ans. Elle permet de classer les exploitations selon leur dimension économique en « **petites, moyennes et grandes exploitations** ». Les petites exploitations ont une PBS inférieure à 25 000 €, les grandes une PBS supérieure ou égale à 100 000 €. Elle permet également de déterminer leur orientation technico-économique (OTEX) en fonction de la part relative de chacune des productions dans la formation de la PBS totale. Une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse deux tiers du total.

Unité de travail annuel (UTA) : unité de mesure de la quantité de travail fournie sur une exploitation par l'ensemble des actifs en équivalent temps plein. Une UTA correspond à 225 jours de travail dans l'année. La conversion du nombre d'actifs en UTA permet de prendre en compte le travail à temps partiel et le travail réalisé par les salariés saisonniers et en prestation de service.

Tourisme

Touriste : visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé, pour un motif professionnel ou privé.

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement d'hébergement.

Autres Hébergements Collectifs de Tourisme (AHCT) : auberges de jeunesse, centres internationaux de séjour, centres sportifs, résidences de tourisme, résidences hôtelières de chaîne, villages vacances, maisons familiales.

Places-lits ou lits touristiques : capacité d'accueil des hébergements exprimée en lits. Selon la direction du Tourisme, la méthode de calcul utilisée (hors capacité réelle déclarée) est la suivante :

- nombre de lits en hôtels ou en chambres d'hôtes : nombre de chambres $\times 2$;
- nombre de lits en campings : nombre d'emplacements nus $\times 3$; nombre d'emplacements équipés $\times 4$;
- nombre de lits en meublés : nombre d'unités d'hébergements $\times 4$;

Avertissement

Les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine. Certains tableaux correspondent à la France entière (France métropolitaine et départements d'outre-mer).

En raison des arrondis, la somme des % dans certains tableaux de répartition peut ne pas être égale à 100.

Signes conventionnels utilisés :

... = données non disponibles ; (p) = données provisoires ; /// = sans objet.

Insee Dossier

Corse

La Corse en bref

La Corse en bref vise à favoriser la connaissance de l'environnement socio-économique de notre région. Elle s'adresse à un public d'institutionnels mais également à un public plus large, soucieux de mieux comprendre la Corse. L'édition 2018 reprend le format élargi initié en 2015 tout en intégrant des commentaires par grands thèmes. Afin d'appréhender les spécificités de l'île et de situer la Corse dans le contexte national, cette publication offre un panorama le plus complet possible des thématiques à l'échelle régionale. Celles relatives à la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, la fréquentation touristique et les transports demeurent au cœur du dossier, mais aussi des données qui portent sur le territoire, l'environnement, le logement ainsi que des informations concernant l'industrie, l'énergie, la construction, le commerce, les services, l'agriculture, la santé, l'enseignement et la formation professionnelle.

Cette année, la Corse en bref fête ses 10 ans. Son contenu s'est enrichi au fil du temps pour répondre au mieux aux attentes de tous ses lecteurs.

Dossier n° 12
Décembre 2018

Insee Corse

Résidence du Cardo,
rue des Magnolias
CS 70 907
20700 Ajaccio cedex 9

Directeur de la publication :
Olivier Léna

Rédactrice en chef :
Angela Tirroloni

Impression :
Agence Elixir, Besançon

ISSN : 2429-8743 (en ligne)
ISSN : 2498-0056 (imprimé)

Dépot légal : décembre 2018
© Insee 2018

